

صوتنا من الزمهر

AFRIQUE

La Rhodésie à vingt contre un

(Suite de la première page.)

Pour nos hôtes, le premier incident sérieux s'est produit fin février, une semaine avant l'annonce de la fermeture par le président Machel de la frontière entre le Mozambique et la Rhodésie. Mme Farge raconte : « Il y a eu une petite attaque du Frelimo contre le poste-frontière. Mon mari était absent. J'ai débranché l'éclairage. Moins de six minutes plus tard, l'éléphant de secours était sur les lieux. Les Frelimo ont tiré dessus à la roquette. Deux d'entre elles sont tombées dans mon jardin. Une enseigne exposée de l'autre côté de la frontière, sous deux des manitras... »

Du sud au nord, Chippinga, Mosetler, Umali, Fenchlonga et Inyanga sont les noms des « terres blanches » qui bordent la frontière du Mozambique, région de hautes collines verdoyantes que les fermiers européens ont transformés en « Suisse de l'Afrique ». Ici il pleut beaucoup et un sol riche porte des plantations de café, d'acacias, d'or de pins. Du côté rhodésien, leurs jardins sont inondés par les paysans noirs et les Tribal Trust Lands, les réserves africaines. C'est toute cette région, d'une beauté et d'une douceur exceptionnelles, que menace la nouvelle guerre de Rhodésie, once une fois la proclamation, par les Européens de l'UDI de l'indépendance unilatérale de la colonie britannique.

Sur la frontière, la plupart des fermes européennes sont protégées par des clôtures armées de barbelés et munies d'une alarme électrique. À la mi-avril, les Farge n'avaient pas encore équipé leur maison, mais ils y songent sérieusement. En cas d'attaque, quatre pompes de 500 watts chacune permettraient déjà d'illuminer les alentours. Nos hôtes dorment auprès de leurs fusils, tandis que leurs deux petites filles, jusqu'à l'aube, la piste de 45 kilomètres qui relie la mission chédoienne voisine de Mont-Selinda à Chippinga est ouverte chaque matin par une volute de fumée de l'armée. Gérard Farge a construit son rideau d'arbres, qui cache la ferme du côté du Mozambique. De temps à autre, il et son épouse profitent d'un passage à Chippinga, où François est pensionnaire, pour aller réajuster le champ de tir mis à la disposition des fermiers. Tous les quinze jours, ceux-ci se réunissent à Chippinga, où la police de l'armée leur rend compte de la situation. Par mesure de précaution, un couvre-feu nocturne a été imposé sur la région. À 6 heures, tous les matins, la police rhodésienne vérifie le bon fonctionnement de l'après-midi.

« Un nid nocturne de terroristes »

Le 6 mars, un couple de fermiers, les Jaubert, est tombé dans une embuscade à proximité du bourg de Chippinga. Un bébé de vingt et un mois a été grièvement blessé. Une balle lui a traversé la vessie et un rein. Sa mère a été atteinte à la jambe et à la hanche. Ce sont les premières victimes européennes de cette nouvelle guerre. Les Jauberts sont des Africains, nonvieux dans le sud de la Rhodésie, et qui passent pour être « durs » avec leurs employés africains. Selon la version officielle de l'incident, ils avaient pris la route assez tard pour entendre une messe de fin d'après-midi car « ils avaient été retardés par une distribution de réserves alimentaires ». D'autres sources assurent que M. Jaubert n'avait pas payé ses ouvriers depuis deux mois.

Un autre fermier de la région, Afrizhar lui aussi, a été soumis à une épreuve moins tragique, mais assez éprouvante. Il avait la réputation de fonder ses ouvriers agricoles. Un soir, un Afrizhar très respectueux a demandé à la voir. Il s'est retrouvé sur le terrain de sa ferme encadré par des Noirs armés qui l'ont invité à prévenir sa femme qu'il s'apprêtait pour un long moment. Ils lui ont ensuite fait traverser la frontière pour le conduire dans la ville de Salisbury, où il a été arrêté. On l'a condamné à une amende de trente livres de détail — qui se sont portées à six cents en cas de récidive. Il a dû remettre les bêtes à ses ravisseurs avant de rentrer se barricader chez lui.

Au sud de Chippinga, la frontière avec le Mozambique est formée par une succession de réserves africaines et le parc national de Ghona-Re-Zhou, qui traverse la Rhodésie et la République Sudafricaine jusqu'au port de Beitbridge. La voie ferrée, récemment coupée par un attentat de Rhodésie du 21 avril, est la route, avec le chemin de fer du Botswana, les artères vitales du pays.

Au nord des « terres blanches », sur la vallée du Zambèze, la frontière du Mozambique est également formée sur quelque 80 kilomètres par des Tribal Trust Lands africaines. C'est dans cette région que les partisans de la ZANU (Zimbabwe African National Union) ont fait régner l'insécurité de 1972 à fin 1974. Ils venaient alors de Zambèze en traversant la pro-

vince de Tete, au Mozambique. Ils ne se sont guère manifestés depuis septembre 1974 date à laquelle l'armée rhodésienne a occupé leurs camps. Toutefois, le président Kaunda, maître de vingt-cinq ans, menace à nouveau de leur laisser les mains libres depuis que les pourparlers constitutionnels entre M.M. Ian Smith et Joshua Nkomo ont échoué, en mars dernier.

Pour l'instant, la menace la plus pressante vient des camps armés au Mozambique à la hauteur des « terres blanches » et du parc de Ghona-Re-Zhou. C'est à l'automne dernier que des dizaines d'élèves africains des missions chrétiennes proches de la frontière, du côté rhodésien, ont commencé à rejoindre ces camps. La mission américaine de Chikore, située au sud de Chippinga, est considérée par M. Farge comme « un nid nocturne de terroristes ». « Tous nos ennemis se produisent dans un rayon de 30 kilomètres autour de cette mission », explique-t-il, en ajoutant : « Les professeurs africains disent à leurs élèves de passer de l'autre côté, et de la font. » Les fermiers européens auraient adressé au gouvernement une pétition réclamant la fermeture de la mission.

Des centaines d'adhérents sont ainsi passés à la frontière à la fin de 1974, et les camps d'entraînement qu'ils ont été regroupés, suivant non sans mal, compteraient entre quatre et six mille membres. Les services de renseignements américains pensent que des instructeurs soviétiques sont sur place. Ils évaluent à un millier le nombre de guérilleros déjà infiltrés en territoire rhodésien. Leur matériel est léger : fusils automatiques, sautoirs, marteaux. Les incidents les plus fréquents étaient des explosions de mines sur des pistes jusqu'à des avions de la campagne. Ils lui, à laquelle tou-

jours sud-africains furent tués par un groupe armé.

À la mi-avril, les forces de sécurité avaient eu, depuis le début de l'année, moins de vingt-cinq pour cent de cent cinquante « terroristes » à éliminer, selon les chiffres officiels de Salisbury. Mais la présence d'insurgés africains avait déjà été signalée jusque dans la réserve de Beitbridge, soit à près de 300 kilomètres de la frontière du Mozambique. Les pilotes des victimes civiles étaient encore des Africains. « Mon fils d'un an, raconte Gérard Farge, le Frelimo a attaqué quatre magnifiques africains de Beitbridge. Plusieurs civils ont été tués. » Lui, au moins, ne se décourage pas : « C'est le pot de fer entre le pot de terre. J'espère le feu vert à l'armée rhodésienne, et, en quarante-huit heures, elle occupera le port de Beira. »

« Priez pour la Rhodésie »

Ces fermiers ont de puissantes raisons de s'accrocher à leur terre. Ils ont tout tenu : la Tunisie, la Guinée, la culture des pommes en France, le Zaïre, le Congo, avant d'échouer en Rhodésie, où, plus exactement, ils ont découvert le paradis », comme le dira Mme Farge. Ils ont racheté cette propriété. Il y a tout moins, avec un crédit très avantageux du gouvernement. « Dans cinq ans, explique Gérard Farge, quand j'aurai fini de rembourser, elle me rapportera entre 70 000 et 80 000 dollars rhodésien par an (près de 450 000 francs français). » Ils sont devenus citoyens rhodésiens en conservant la nationalité française.

Leurs deux filles sont pensionnaires dans les écoles de Salisbury. La fille, quatorze ans, est une élève animatrice de la campagne. Elle lui, à laquelle tou-

jours la Rhodésie), un mouvement de résistance au régime. Le fils, treize ans, est capitaine de l'équipe de water-polo de son lycée. Les Farge seraient chaque mois 26 dollars pour cinq personnes à une caisse de sécurité sociale privée. François, le neveu, a été opéré avec succès d'une tumeur au cerveau. Coût des soins : plus de 2 000 dollars. « J'abandonne la chirurgie », dit Gérard Farge, et c'est la dernière fois que je m'arrête. Si ça tourne mal, on s'accroche. Où aller ? Qui peut dire à coup sûr que, dans vingt ans, la France ne sera pas communiste ? »

De sa terrasse, il nous montre la frontière qui court entre les deux pays : les terres mal entretenues du Mozambique tranchent sur le paysage net et riche des cultures européennes. « Il y avait trois éleveurs portugais de l'autre côté, ils ont fini par se décourager, abandonnant leur bétail. Trois mille têtes qui traînent dans la nature, tout le monde se sert. Avant une vingtaine de Noirs du Mozambique comme ouvriers. Ils travaillaient bien, venant travailler, mais le Frelimo les en empêchait. Dans un mois, pour la récolte, je vais combler le trou que des dizaines de la mission de Mont-Selinda. »

La ferme compte entre 650 et 700 hectares. Il ne peut pas mettre en valeur un fond de vallée, car la piste qui y mène passe en territoire mozambicain. Des Africains ont planté quelques arbres exotiques. « Je vais acheter un bulldozer pour faire une route piste, et vous verrez, dès que j'aurai accès à la vallée, je ferai appel à la police, et il ne faudra pas plus de huit jours pour que le terrain soit libre », dit-il. Il ajoute, amer : « Pourquoi tout le monde se méfie-t-il de la Rhodésie ? Il n'y a pas un nègre à l'ONU qui ne se sentir d'oser, chez lui, des gens qui vivent aussi

bien qu'eux. Nous n'avons pas de mendiants, pas de bidonvilles. Nos Noirs sont tous ronds. Bon Dieu ! que tous les pays se méfient de ce qui les regarde ! Qui a protesté à l'ONU contre les massacres de nègres par des nègres ? Qui ? Sa femme réchappait : « Ici Amin peut massacrer, tout le monde en rit. Si nous servons qu'un avocat nous avons reçu tel ! Tout le monde nous a pris quelques choses. » Comptant parmi les derniers venus, les Farge veulent rester. La patrie, au stade actuel, ne leur fait pas peur.

Ils sont persuadés que l'armée rhodésienne est capable pour y faire face, que M. Smith a raison de ne pas céder et de s'appuyer sur la « méritocratie », et que non seulement les six mille deux cents fermiers mais tous les Européens de Rhodésie ou presque pensent comme eux. Un couple de jeunes fermiers français, les de Gentil, arrivés depuis un an de la Martinique, vient le même langage. Ils sont venus déjeuner avec leurs deux bébés dans une Land-Rover qu'ils viennent de doter d'un blindage anti-mines. « Que craint la Rhodésie ? L'épouvante au bout de dix ou vingt ans ? Qu'ils nous obligent à trop dépenser pour nous défendre ? C'est la rhodésie, c'est la guerre d'un peuple contre un peuple. Si la Rhodésie saute, l'Afrique du Sud sent aussi. L'Afrique du Sud du Zambèze appartient aux Blancs. » Mme Farge, qui juge non pas d'adoption après tant de succès, voit son bonheur menacé : « La Rhodésie, c'est une immense vallée de 270 000 habitants. C'est le nombre des Européens. »

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Prochain article :

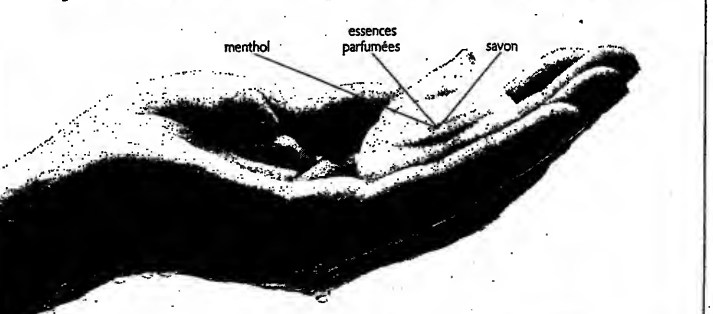
UN ÉTAT SANS NATION

israéli
Bureau d'information et de documentation
10 rue de la République 75001 Paris
Tél. 01 47 33 11 11
Bureau d'information et de documentation
10 rue de la République 75001 Paris
Tél. 01 47 33 11 11
Bureau d'information et de documentation
10 rue de la République 75001 Paris
Tél. 01 47 33 11 11

PREPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE
Aucune limite d'âge
Diplôme de l'État
ÉCOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION
Diplôme de l'État
10 rue de la République 75001 Paris
Tél. 01 47 33 11 11

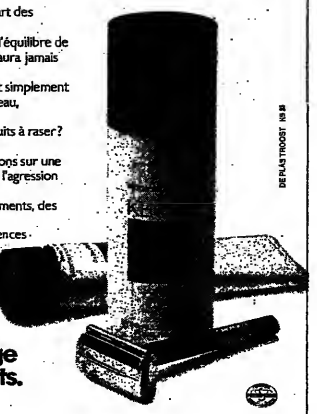
afrique révèle...
pourquoi Paris abandonne au Bénin le Djibouti
la visite nature des lions Europe-Afrique
l'ethnologie et l'ethnologie sur les grands événements internationaux de la semaine
afrique
L'ÉDITIONNAIRE DE L'ÉTAT
31 rue de la République 75001 Paris
Tél. 01 47 33 11 11

C'est peut-être dans votre crème à raser qu'il faut chercher les responsables de vos irritations.



Qu'est-ce qui fait toute cette mousse dans la plupart des produits à raser ? Le savon.
Or, le savon est alcalin. Son contact seul perturbe l'équilibre de votre peau pour plusieurs heures. C'est pourquoi il n'y aura jamais de savon dans Kéops.
Ce qui fait la mousse légère de Kéops, ce sont tout simplement des agents moussants au pH proche de celui de votre peau, donc inoffensifs.
Qu'est-ce qui sent si bon dans la plupart des produits à raser ? Le menthol ou les essences parfumées. Parfois les deux.
Or, l'un comme l'autre peut provoquer des irritations sur une peau rendue d'autant plus sensible qu'elle vient de subir l'agression du rasoir.
Cela peut se traduire par des rougeurs, des picotements, des sensations de brûlures, ou même des allergies.
C'est pourquoi il n'y aura jamais ni menthol, ni essences parfumées dans Kéops.
Dans Kéops, il y a seulement ce qu'il faut pour bien raser votre peau sans lui faire de mal.
Kéops a été agréé par Prestipharm qui contrôle la qualité des produits de dermo-pharmacie.

Kéops. Produits de rasage conçus sans éléments irritants.



LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE EST PRÉSENTE AU BRÉSIL. POUR VOUS.

Présente sur les plus grandes places financières du monde, la Société Générale est à votre disposition dans les principales villes du Brésil. Au Brésil, comme à Paris, les conseillers financiers et industriels de la Société Générale vous aideront à résoudre les problèmes de coopération et de financement qui se posent lors de la recherche ou de la mise au point d'investissements de caractère international. L'effort qu'implique cette politique est sans nul doute la meilleure preuve de son dynamisme et de son efficacité.

N'hésitez pas à rendre une visite aux spécialistes de la Société Générale. Quel que soit votre problème, ils étudieront avec vous la solution la mieux adaptée.

Bureaux de Représentation :
Société Générale, M. Renell LAUGE
Avenida Itália 210, 2^e étage, Caixa Postal 424, SÃO PAULO
téléphone : 254.787 et 254.886, télex : 212001 SOCIERALE

Branches associées :
BANCO BRASILEIRO DO INVESTIMENTO SA, Grupo Europeu, M. Gilbert GREY
Avenida Itália 210, 2^e étage, Caixa Postal 424, SÃO PAULO
téléphone : 254.787, télex : 212001 SOCIERALE

Banco Europeu para América Latina (BEAL) SA,
Rua Álvares Penteado 165, 3^e et 4^e étages, SÃO PAULO
téléphone : 325.814, télex : 112326 TELEBRAS

Agences à Rio de Janeiro, Porto Alegre, Santos et Campinas

Pour préparer votre mission au Brésil, interrogez la Direction de l'Étranger, 29, boulevard Haussmann, 75009 Paris
téléphone : 266.54.00, postes 33.43, 34.56 et 21.93

© SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

LE BRÉSIL

Le général Ernesto Geisel est attendu à Paris le lundi 26 avril. Le président du Brésil sera accompagné de sa femme, de sa fille et de quatre ministres. Ce sera la première visite en France d'un chef d'État d'Amérique latine depuis que M. Giscard d'Estaing a été élu à la présidence de la République. De nombreuses personnalités françaises se sont rendues au Brésil au cours des dernières années : le général de Gaulle en octobre 1964, M. Giscard d'Estaing en 1971, qui, avec M. Jean Chamard, alors ministre des transports, était allé inaugurer l'exposition industrielle française de São Paulo ; M. André Bettencourt, alors ministre du Plan, en juin 1972 ; M. Norbert Segard, lorsqu'il était ministre du

commerce extérieur, en novembre 1973. Le 29 janvier dernier, M. Sauvagnargues, ministre des affaires étrangères, s'était rendu dans ce pays pour présider, avec son collègue brésilien, la première réunion de la grande commission franco-brésilienne. Des personnalités brésiéliennes sont venues de leur côté en France : M. Delfim Neto, alors ministre des finances, en septembre 1972 ; M. Azevedo da Silva, ministre des relations extérieures, en octobre 1973.

La président brésilien demeurera à Paris jusqu'à mercredi prochain et s'entretiendra à deux reprises avec le président Giscard d'Estaing. Les perspectives de développement des échanges bilatéraux seront passées en revue.

LE « MIRACLE ÉCONOMIQUE » ET

DEUX ANS DE GOUVERNEMENT A BRASILIA

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — En deux ans de gouvernement, le général Geisel a déçu bien des espoirs. On le disait autoritaire, mais ouvert au dialogue. Représentant typique du régime militaire, mais favorable à sa libéralisation. Partisan de la rigueur, mais hostile aux violences. Prioritaire d'un modèle économique qu'il n'avait pas choisi, mais décidé à en corriger les erreurs. Favorable au capital étranger, mais d'un nationalisme éprouvé. On le disait aussi modeste, pondéré. On lui portait à l'autosatisfaction, ou au contraire de son prédécesseur.

« Bien de ces jugements sont aujourd'hui à réviser. On en a encore eu la preuve en mars dernier, à l'occasion d'un discours prononcé dans le Mato Grosso. Ce que le chef d'État a déclaré alors l'a classé, d'emblée, parmi les détracteurs du « *milieu* ».

« Il est allé en effet jusqu'à affirmer que le Brésil était « *peu-être* un des pays les plus heureux de l'univers », une nation « *où tous les citoyens étaient libres* ». Et il a ajouté : « *Seuls les irresponsables n'ont pas droit à la liberté* ».

Nettons, au passage, que, pour le général Geisel, c'est l'irresponsabilité, non le contrôle, qui fonde la culpabilité des hommes passibles

d'emprisonnement. Mais il y a mieux : le Brésil est « *un pays heureux* ». Sans doute le bonheur est-il une notion subjective. Certains faits devraient pourtant interdire d'en parler : par exemple l'augmentation de la mortalité infantile, constatée ces dernières années dans toutes les grandes villes. Ou bien la misère de nombreuses régions, observée par les enquêteurs de l'I.G.E. (1) qui faussent la situation sociale du pays. Le général Geisel n'ignore rien de ces réalités puisqu'il est de près chaque phase de l'enquête. C'est peut-être ce qui explique qu'il ait renoncé, récemment, à un organisme supposé peu après son arrivée au pouvoir : la section spéciale de relations publiques (A.E.R.P.), service de propagande directement lié à la présidence de la République. Comme sous Médici, le Brésil aura droit, au cours des prochains mois, à des leçons répétées sur les bienfaits de la « *révolution* », tant il est devenu difficile, pour le chef de l'État, de représenter un régime qui a été déçu par 61 % des Brésiliens lors de la dernière consultation au suffrage universel (2).

Quant aux libertés, les faits parlent d'eux-mêmes. Depuis le 15 mars 1974, quand le général Geisel a assumé ses fonctions, environ un million d'arrestations ont été opérées dans les rangs du seul parti d'opposition toléré, le Mouvement démocratique brésilien. En outre, une quinzaine de militants clandestins ont « *disparu* » dans les prisons. Plusieurs centaines de membres du parti communiste (interdit) ont été détenus et torturés. Six parlementaires des oppositions ont été privés de leur mandat et ont perdu leurs droits civiques pour dix ans, l'un parce qu'il avait protesté contre la présence du général Ficochet à Brasília, les autres parce qu'ils avaient contesté les méthodes du régime.

La bilan économique est aussi peu encourageant. C'est sous le gouvernement Geisel que le « *miracle* » a pris fin et qu'a été abandonné l'un des « *tableaux* » du nationalisme brésilien : le monopole du pays sur ses ressources pétrolières. Le taux de croissance, qui était encore de 10 % en 1974, est tombé l'an dernier à 4 % (pour une expansion démographique de près de 3 %), et il sera sans doute moindre cette année. La hausse des prix a officiellement continué à 15 % en 1975 (en fait à 25 % selon de nombreux experts) et dépassé 30 % en 1974 et 1975, et elle a été estimée à 15 % en 1976 du seul premier trimestre de cette année. La balance des paiements, excédentaire en 1973, a accusé deux déficits successifs de plus de 1 milliard de dollars, et la dette extérieure a pratiquement doublé en deux ans. Certes, il serait injuste d'attribuer au gouvernement Geisel des revers économiques qui sont aussi dus à la situation mondiale et à la politique de ses prédécesseurs.

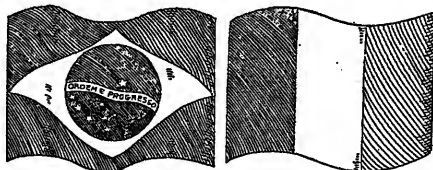
Le retour à la répression

Certains lui feront néanmoins grief d'une « *surprenante* » imprévoyance. En effet, au début de 1975, ses ministres affirmaient que le Brésil était une « *île de prospérité* » dans un monde en crise et la ministre-secrétaire à la planification, M. Veloso, confirmait les objectifs tracés par le 1^{er} Plan (1975-1979) : une croissance de 12 % l'an dans l'industrie et de 7 % dans l'agriculture, ce qui devrait être démenti immédiatement par les faits puisque les deux secteurs ont progressé respectivement de 4,2 % et de 3,4 % en 1975. Il se voit également injuste d'attribuer au général Geisel le début, au début de son mandat, de la libéralisation de la vie politique de son pays, d'abord en organisant des élections législatives relativement libres, ensuite en supprimant le censure sur les journaux considérés comme ennemis à l'égard du régime. On lit aujourd'hui un peu plus de choses dans le *Journal de Brasília* et l'*O Estado de São Paulo* que sous le gouvernement Médici.

Mais la réaction de nombreux militaires face aux premiers essais d'ouverture a vite amené le chef de l'État à user de la répression pour maintenir son autorité, certains disant même pour garder son poste. Après avoir profité au M.D.B. un « *avertissement partagé* », le général Geisel a beaucoup fait — ou a laissé faire — pour disculper et intimider la parti d'appui, dit, l'approche de deux élections d'importance : municipales en novembre 1976 (dont le gouvernement veut faire un test de sa popularité) et législatives en 1978.

C'est ainsi que, l'an dernier, les services de sécurité se sont efforcés de démontrer que le M.D.B. était un parti suspect parce qu'il avait reçu l'appui du parti communiste lors des législatives de 1974 et comptaient plusieurs éléments sympathisants du P.C.B. ou influés par lui. Un tel appui n'était pourtant pas nouveau. Depuis sa fondation, le parti communiste brésilien a presque toujours été interdit, ce qui l'exclut de la « *révolution* » dans les autres domaines. Partisan de la non-violence, il ne prônait aucun danger aux yeux des militaires, et il a longtemps échappé à la répression. Il ne devient subitement « *dangereux* » l'année dernière. L'opération montée contre lui a abouti à une vaste élimination dans les rangs du M.D.B., surtout parmi les jeunes gens.

(1) Institut brésilien de géographie et de statistiques.
(2) La loi électorale 1974 ont en lieu des élections législatives générales. Le scrutin le plus étendu pourrait sur le choix d'un sénateur pour chacun des vingt-deux États de la Fédération. 61 % des électeurs ont choisi un candidat de l'opposition.



La France et le Brésil entretiennent des liens culturels économiques et touristiques privilégiés.

Varig est heureux de pouvoir y contribuer avec ses dix vols par semaine.



صكيا سن الاصل

A L'HEURE DU DOUTE

Une vingtaine de projets sont à l'étude, deux d'entre eux devraient faire l'objet d'une attention particulière : il s'agit de la construction de grands barrages à Tucuru et à Itaipu, en Amazonie. Un porte-parole du ministère brésilien des affaires étrangères déclarait vendredi que durant son séjour M. Giscard d'Estaing n'aurait pas le temps de signer des accords commerciaux ou industriels, mais qu'il pensait poser des jalons pour la négociation d'importants contrats. Le président brésilien a, d'ailleurs, insisté pendant cinq mois ce projet de voyage avant de se décider. Il veut espérer diriger en politique intérieure de la « reconnaissance » que lui accordent ses hôtes européens. Cependant, sa visite

suscite de très nombreuses réactions hostiles. Le public international prête attention aux « zones d'ombre » du Brésil. La fascination que semblait exercer il y a quelques années ce pays se dissipe. L'immensité du territoire de ce géant de l'Amérique du Sud — qui se lançait dans des aventures considérables comme le percement de la route trans-amazonienne, — l'état de l'économie qui rien ne semblait pouvoir arrêter, donnaient au Brésil l'image d'un « pays du vin et du miel ». En dix ans, le paysage du Brésil a profondément changé, mais il est resté aussi déséquilibré que par le passé. Le « boom » a engendré ses propres problèmes, alors que rien

ne venait soulager la misère d'une large part de la population. Le « miracle », qui a fait du Brésil comme Sao-Paulo les rivales des grandes cités d'Amérique du Nord, s'accompagne aussi d'un cancer de bidonvilles, d'une paupérisation des couches de l'agriculture. Les brésiliens pour-compte de l'expansion essaient, et essaient chaque jour, de se faire entendre : ils se brisent aux armures d'un Etat policier. De plus, ce « modèle économique » traverse aujourd'hui une crise et semble d'assez graves débâcles. Il ruine ainsi l'argument favori de ses partisans — la réussite exorbitante — lorsqu'ils entendent justifier la répression et la mise en tutelle de l'opposition. — A.-M. C.

LA « LIBÉRALISATION » EN ÉCHEC

du parti, et à une répression qui a atteint son paroxysme à Sao-Paulo, où, entre juillet 1974 et janvier 1975, trois détenus — un militaire, un journaliste, un métallurgiste — sont morts pendant leur interrogatoire, « suicidés », selon la version officielle. Après avoir « cassé » plusieurs mandats de l'opposition, le gouvernement menace des mesures répressives tous ceux qui seraient tentés, au cours de la campagne électorale, de jeter le doute sur le sens démocratique et l'honnêteté d'une armée confortablement installée au pouvoir, et qui semble disposée à y rester. D'autres mesures sont prévues pour limiter le rayon d'action du M.D.B. Quant à la libéralisation de la presse, elle a été tournée court. Les journaux d'opposition (Movimento, Opinião), ceux qui sont considérés comme trop tropiques (Veja), ont dû subir d'autres lourdes censure. Le régime interdit les films, les livres, les pièces, les chansons qui ne correspondent pas à sa vision du monde, mais il est d'une tolérance étonnante à l'égard de la violence et de la vulgarité qui caractérisent une bonne partie de la vie « culturelle » du pays. Il est arrivé au général Giscard de découvrir les tortures en les qualifiant de « violence justifiée » et « école condamnée ». En fait, il n'a pas encore prouvé que de telles pratiques choquaient réellement sa conscience. La torture reste une méthode automatique d'interrogatoire. Certes, le général commandant la 1^{re} armée, à Sao-Paulo, a été condamné en janvier dernier à la suite d'un « suicide » de prisonniers. Mais cette mesure a surtout été prise pour rétablir l'autorité du pouvoir central, auquel l'état-major avait désobéi en refusant d'envoyer des avions à Sao-Paulo, ce qui ne correspondait pas à sa vision du monde. La répression n'a pas permis aux autorités d'éliminer tous les ennemis du régime qui leur tient le plus à cœur : l'économie. Face aux difficultés pétrolières, par exemple, le régime de l'Etat n'a pas montré la virtuosité qu'on attendait de celui qui fut pendant quatre ans le président de la Petrobras, la compagnie pétrolière de l'Etat.

Des choix contestables

Sa première erreur avait consisté à contrôler les activités de la Petrobras vers l'extérieur, au lieu de protéger le sous-sol brésilien. « Notre objectif n'est pas l'autosuffisance », déclarait-il en juillet 1973, contrairement à l'avis de nombre de ses techniciens. Seule la gauche nationaliste dit alors que, pour le pétrole comme pour le sucre, le Brésil dépendait beaucoup trop de l'étranger. La deuxième erreur du général

Giscard a été, une fois arrivé au pouvoir, de promouvoir l'autarcie énergétique pour demain. En décembre 1974, ses porte-parole affirmaient, en effet, que d'importants gisements d'énergie fossile étaient découverts dans le Rio-de-Janeiro, et que le Brésil serait en mesure de produire 1 million de barils par jour après 1980, soit plus que sa consommation actuelle. Une telle perspective fut affirmée contre vents et marées pendant plusieurs mois, jusqu'au jour où il fut démenti : les gisements ne produisent vraisemblablement que le dixième de ce qui avait été annoncé initialement. Le troisième faux pas a consisté à affirmer, pendant un an, que le Brésil réduirait ses pressions étrangères et ne concéderait pas aux multinationales la projection de ses ressources pétrolières, monopole de l'Etat depuis 1953. Or, en octobre 1975, déclarant ses propres réserves, le général Giscard a annoncé que le monopole allait bel et bien être abandonné, sans façon, selon lui, d'intensifier la production à domicile et de réduire, en cours de la prochaine décennie, un déficit qui correspondait aux trois quarts des dépenses et qui, cette année, après 3 milliards de dollars. Six mois après cette initiative, dont les conséquences furent systématiquement censurées, beaucoup doutent encore de ses effets pratiques, les séismes, en effet, que les compagnies étrangères fournissent des exigences inacceptables pour la Petrobras : pointes de coûts exorbitantes, monopole se révélerait ainsi économiquement inutile.

Le gouvernement Giscard a eu pourtant l'air de la crise quelques leçons bénéfiques pour le pays. La priorité accordée à la production de biens d'équipement. La « miracle » brésilien d'après avoir réduit par l'exportation des biens de consommation durables (automobiles, électro-ménagers) qui entraînaient la plus des multinationales, et ne concernent qu'une partie de la population. Mais les machines importées du pays ont entraîné les multinationales des sociétés étrangères collantes chaque année une fortune. Pour arrêter la saignée, le gouvernement a décidé d'encourager les exportations qui permettraient de réduire les importations d'équipements. De même attend-il à produire sur place les matières de base (fertilisants, métaux non ferreux, etc.) qu'il doit encore acheter à l'étranger. Cette ligne économique (il faudra au minimum cinq ans) le Brésil aura accompli le cycle complet de son industrialisation, commerciale ou la production Varig (1930-1945). Sa sécurité économique s'en trouvant renforcée, il lui faudra maintenant un élément essentiel : une population économiquement et socialement intégrée.

La méthode de croissance adoptée

LA FRANCE DEMEURE UN PARTENAIRE ÉCONOMIQUE MODESTE

La France n'est pas un des grands partenaires étrangers du Brésil : après une rapide progression, au début des années 70, se peut dans les échanges commerciaux et les investissements a récemment diminué ses deux partenaires américains. Au début des années 70, les échanges commerciaux (1 519 millions de francs d'exportations en 1975), elle n'occupe qu'une part modeste de marché brésilien (3,2 %), loin derrière les Etats-Unis et l'Allemagne. Ses ventes consistent essentiellement en biens d'équipement et en produits de base comme le fer, le soja, l'acier, l'aluminium. Ses achats (1 418 millions de francs l'an dernier) portent sur les produits agricoles et les produits de consommation courante du Brésil : café, sucre, minerais de fer. La part de la France est aussi modeste dans les investissements, puisque, selon les chiffres brésiliens, notre pays ne détiendait que 6 % du stock étranger, les deux grands partenaires du Brésil.

La solitude du pouvoir

Tant que l'expansion se pût en partie assurer par la croissance des exportations, le régime s'est senti soutenu et a pu mener une politique d'expansion. Mais le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires. Mais le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires. Mais le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

LA FRANCE DEMEURE UN PARTENAIRE ÉCONOMIQUE MODESTE

La France n'est pas un des grands partenaires étrangers du Brésil : après une rapide progression, au début des années 70, se peut dans les échanges commerciaux et les investissements a récemment diminué ses deux partenaires américains. Au début des années 70, les échanges commerciaux (1 519 millions de francs d'exportations en 1975), elle n'occupe qu'une part modeste de marché brésilien (3,2 %), loin derrière les Etats-Unis et l'Allemagne. Ses ventes consistent essentiellement en biens d'équipement et en produits de base comme le fer, le soja, l'acier, l'aluminium. Ses achats (1 418 millions de francs l'an dernier) portent sur les produits agricoles et les produits de consommation courante du Brésil : café, sucre, minerais de fer. La part de la France est aussi modeste dans les investissements, puisque, selon les chiffres brésiliens, notre pays ne détiendait que 6 % du stock étranger, les deux grands partenaires du Brésil.

La solitude du pouvoir

Tant que l'expansion se pût en partie assurer par la croissance des exportations, le régime s'est senti soutenu et a pu mener une politique d'expansion. Mais le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires. Mais le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

Le régime a eu à créer un « marché » de consommation de masse en réduisant le pouvoir d'achat (40 % de la population) et celui des salaires.

POLITIQUE

AU CONSEIL NATIONAL

L'U.D.R. est un mouvement autonome et démocratique, déclare M. Yves Guéna

L'analyse du scrutin (1) à l'issue duquel M. Yves Guéna est devenu, samedi 24 avril, secrétaire général de l'U.D.R., fait apparaître une diminution sensible des membres du conseil national hostiles ou réservés à l'égard du chef du mouvement gaulliste. On n'a décompté que quarante bulletins blancs ou nuls — dont certains au nom de MM. Chaban-Delmas, Saragatelli, Pasqua et Grossmann, alors qu'il y en avait eu quatre-vingt-quatre lors de l'élection de M. Bord en juin 1975 et soixante-huit pour celle de M. Chirac en février 1975. Cette large approbation de la candidature de M. Guéna a été confirmée non seulement par la présence, pour la première fois depuis le 14 décembre 1974, de M. Chaban-Delmas dans une instance dirigeante de l'U.D.R. (« le Monde » date 25-26 avril, mais aussi par les applaudissements qui, à trente-cinq reprises, ont interrompu le discours du nouvel élu.

Celui-ci a su en effet répondre à l'at-

tente de son auditoire, trouver les mots et définir des objectifs capables de redonner aux gaullistes inquiets, trahis et hésitants, des raisons d'espérer et de livrer les prochains combats électoraux. Ainsi que l'a dit M. Guéna, et répété M. Chirac, le seul but est désormais de gagner les élections législatives de 1978. Pour un tel x mobiliser ses troupes, M. Guéna a fait appel à leur gaullisme, bien sûr, mais il a aussi affirmé que l'U.D.R. devait être un « mouvement autonome et démocratique » et constituer, envers le gouvernement, une force de soutien et de proposition. Elle veut en somme être par rapport à la majorité indépendante d'après l'interdépendance. Toujours bien décidée à demeurer solitaires de M. Chirac, les gaullistes n'ont que faiblement applaudi le nom du président de la République.

M. Chirac, en prononçant un bref discours, a voulu souligner les servitudes et la distance que lui imposent ses respo-

sabilités de coordonnateur de la majorité. Il a aussi exprimé à sa manière tout à la fois gaulliste et « majoritaire ». « Je suis et reste bien sûr des vôtres », a-t-il proclamé, mais il a affirmé que les doctrines et les divisions de la majorité n'auraient pour conséquence que de faire gagner l'opposition social-communiste. Et il s'est complu à décrire les « profondes difficultés » qu'entraînerait pour le pays une telle victoire.

Ainsi que le lui a assigné le premier ministre, M. Guéna va s'employer à faire de l'U.D.R. l'« élément essentiel de la majorité ». Il a invité ses amis à développer leur action militante dans les secteurs où elle est nettement faible comme les milieux ouvriers, universitaires, lycéens. Dès le bureau exécutif du jeudi 28 avril, le nouveau secrétaire général, en constituant son équipe, s'efforcera de créer un instrument raffiné du combat électoral qui s'engage.

ANDRÉ PASSERON.

M. CHIRAC : je reste des vôtres

M. Jacques Chirac a évoqué « l'indépendance politique » de l'U.D.R. dans ses élections nationales et dans son discours tiré des conclusions, mais il a le souci de ne pas laisser à donner l'impression de la cohésion et de la solidarité pour poursuivre une politique de réformes. Il a ajouté : « Nous devons aller au combat ensemble, car sans cela nous serons défaits. Il n'y a pas d'indépendance : le seul et le reste, bien sûr, des vôtres. Mais il ne s'agit pas de se retirer, mais d'exercer nos charges sans aucun esprit partiel et sans aucune partialité. (...) 1978 sera pour l'U.D.R. l'année du courage et du dynamisme, et surtout l'année de l'affirmation du mouvement gaulliste dans la majorité et dans la France. »

Après avoir invité l'U.D.R. à développer son implantation et à préparer les élections locales, il a, le premier ministre, évo-

quant les élections législatives, a déclaré :

« Si nos élections ou nos douces douces élections nationales devaient affaiblir l'autorité du président de la République et de la majorité, qui pour faire passer l'opposition social-communiste, cela provoquerait une profonde transformation. Il n'y a pas de transformation totale de nos institutions. Car qui pourrait penser sérieusement que le trépas de la République serait ainsi créé par un gouvernement sans d'une majorité d'opposition et un président de la République que nous avons élu ne constituerait pas ce pays à de profondes difficultés politiques, économiques et sociales ? Finalement, cela provoquerait une profonde transformation de nos institutions. Comme le disait le professeur Teilhard, on n'a jamais vu un système socialiste évoluer vers le libéralisme. »

M. Yves Guéna, dans le discours qu'il a prononcé samedi après son élection, a déclaré :

« Gaulliste de toujours, gaulliste pour toujours, tel vous me connaissez, tel je me suis présenté à nos électeurs, tel je me suis retrouvé élu. »

« Mon vœu, mon seul vœu, est de mener le mouvement jusqu'aux élections législatives et d'apporter, avec votre concours, la décisive contribution de l'U.D.R. au combat que nous menons en France le président de la République et le premier ministre. »

« C'est sur l'action gouvernementale que se déterminent au premier chef les électeurs ; c'est par l'action gouvernementale que les élections seront gagnées. Voilà est la priorité pour tous. »

« Ainsi devons-nous d'entrée de jeu clarifier les rapports entre l'U.D.R. et le gouvernement. »

« L'U.D.R. est un mouvement autonome et démocratique qui se détermine par lui-même au sein de ses instances élues. »

« C'est délibérément que nous choisissons notre combat et le réaffirmons aujourd'hui en votre nom que nous soutenons le gouvernement. Plus précisément, nous représentons une formule d'adhésion, nous serons avec le gouvernement, une force de soutien et de proposition. »

« Il n'est pas dans notre nature de marchander notre adhésion, et d'autant moins que si nous l'admettions, nous perdons, nous perdons. »

(1) Le scrutin pour l'élection de M. Guéna a donné les résultats suivants : inscrits, 100 000 ; bulletins blancs ou nuls, 40 ; M. Guéna, 60.

M. COULAS (R.I.) CONDURA UNE LISTE COMMUNE DE LA MAJORITÉ AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES DE NANCY

(De notre correspondant.)

Nancy. — Les formations membres de la majorité municipale présenteront une liste unique à Nancy aux élections municipales de mars 1977. La nouvelle a été annoncée samedi 24 avril par M. Claude Coulas, député républicain indépendant de Meurthe-et-Moselle, au cours d'une conférence de presse accordée à une réunion de travail rassemblant des élus de l'U.D.R., Centre démocrate et radicaux autour de M. Pierre-François Hallegre, secrétaire général au près du ministre de l'intérieur, venu présider l'assemblée générale de l'association des maires de Meurthe-et-Moselle. M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, député réformateur de ce département, a déclaré que le club de M. Coulas comme chef de file de la liste de la majorité municipale avait rencontré un large assentiment. M. Servan-Schreiber, à qui on avait posé un coup de l'Union de la ville de Nancy, avait annoncé en juillet dernier qu'il y renonçait, préférant se consacrer au conseil régional de Lorraine, dont il est devenu le président en janvier 1976. On avait beaucoup parlé à l'époque d'un « troc » entre M. Coulas et Servan-Schreiber à ce sujet (le Monde du 30 janvier).

La liste de la majorité présidentielle se trouve opposée à une liste de gauche, et sans doute à celle du maire sortant, M. Marcel Martin. Celui-ci, ancien édile (non-inscrit), a annoncé en janvier dernier son intention de se représenter. — C.L.

pons en telle ou telle occasion nous interroger sur l'opportunité d'un projet. Mais l'U.D.R. compte dans ses instances dirigeantes des hommes de gouvernement, des hommes qui ont été à la tête de notre Histoire récente, pour savoir que les faits ne se plient pas toujours à la volonté des responsables. Les plus responsables des décisions comportent des jugements, que celui qui doit être responsable suprême peut user de détours qui devraient parfois le porter en avant, que s'adresser.

« Le gouvernement poursuit une action de rénovation et de modernisation de la France qui dérange les habitudes et rompt. Dans le même temps, la conjonction économique délicate impose des décisions courageuses qui risquent de ne pas être bien comprises. On pourrait être tenté d'hésiter et de temporiser. Nous sommes prêts à aller au-devant de ce qui est le plus dur et le plus dur, mais il faut gouverner. Gouverner, nous nous en faisons une affaire. »

M. Guéna poursuit : « Nous sommes prêts à aller au-devant de l'arbitrage entre les diverses formations de la majorité la première, nous n'ignorons pas que notre Constitution a mis au premier plan le président, mais le rôle du président de la République, il serait lui de créer que la majorité pourrait gagner par elle-même ou pour elle-même en quelques années en marge du président. Il serait lui de créer que la majorité pourrait gagner par elle-même ou pour elle-même en quelques années en marge du président. Il serait lui de créer que la majorité pourrait gagner par elle-même ou pour elle-même en quelques années en marge du président. »

« Avec la majorité telle qu'elle est, nous pourrions enlever à nous perdons ensemble. Il est fini pour tous le temps des doutes et des tentatives. »

Le nouveau secrétaire général ajoute : « Distinguez bien l'adversaire principal. Le premier est l'opposition, mais les oppositions sont faibles, malgré ses contrastes. Le second est le parti communiste, avec lequel 20 % de nos électeurs dans le pays, il n'y a aucune chance d'aller au pouvoir sans le concours du parti communiste. Nous nous en rendons compte. Dans l'alliance de gauche, à pris une responsabilité majeure. Une partie de ses dirigeants est d'ailleurs devenue marxiste et collectiviste. Quand aux autres, ses notables rétrogrades que nous connaissons bien, ils sont autour d'un terre dans le silence, complices d'une évolution qui les déçoit. Pour réduire le parti communiste, il faut non point le copier, mais le pourchasser, nous point épouser un doctrine ou non socialiste, mais proclamer nos idées. »

Pour conclure, M. Guéna déclare : « Je suis des premiers combats à l'Union du gaullisme. Je vous le promets, je ne serai pas le secrétaire général d'un organisme. Nous serons toujours présents, premier mouvement de la majorité, et demain, si nous le voulons, première formation véritable dans le pays. »

M. Pierre Ribes, député de la 7^e circonscription des Yvelines, trésorier national de l'U.D.R., a donné un démenti de ses fonctions qu'il occupe depuis cinq ans. Un prochain comité central devra pourvoir à son remplacement.

sans lui la gauche ne sera pas au pouvoir



Robert Fabre QUELQUES BAIES DE GENÈVE

C'est un livre que je vous recommande.

Jacques Chancel (RADIOSCOPIE)

La fraction radicale de la gauche sera un appoint décisif dans l'hypothèse d'une prise de pouvoir par la gauche.

Dominique Jamei (L'AURORÉ)

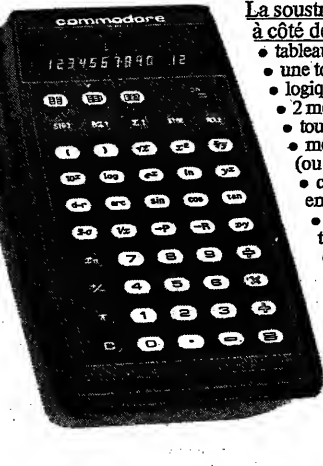
Le livre a fait découvrir aux français un nouveau visage de la gauche.

Jacques Lévy (LA DÉPÊCHE DU MIDI)

Clotilde JPRamsay

Du 20 avril au 20 mai 1976

100F de reprise pour votre ancienne calculatrice* La Commodore scientifique SR 4148 R (425F TTC - 100F = 325F TTC)



- La soustraction est facile, à côté de ce qu'elle peut faire :
- tableaux lumineux de 12 chiffres + 2 signes
 - une touche par fonction
 - logique algébrique
 - 2 mémoires indépendantes
 - touches spéciales de crochets-parenthèses
 - moyenne et déviation-étalon (ou écart-type)
 - conversion de coordonnées-polaire en coordonnées rectangulaires
 - touches de log-statistiques - trigonométrique
 - puissances série.
 - Garantie 1 an - pièces et main-d'œuvre

Livré avec adaptateur pour utilisation et recharge sur secteur 220 V.



*En rapportant votre ancienne calculatrice dans un des magasins suivants:

Nouvelles Galeries - Galeries Lafayette - Au Printemps - Aux Dames de France - Magasins Riviera et Capitale - Euromarché St-Michel-sur-Orge - Chez Duriez, 132, bd St-Germain, 6° - A Lamartine, 118, rue de la Pompe, 16° - Expoburo, 51, rue Saint-Placide, 6° - Shop Electronic, 39, rue de Pontieu, 8° - Maniglier, Centre Commercial Champs, Courbevoie - Continental Distribution, 7, bd Sébastopol, 1° - Mecadis, Centre Commercial Velizy 2 et dans les magasins spécialisés participant à cette opération.

Commodore : vous pouvez compter dessus.

DE LA NOUVELLE BANDE DESSINÉE D'ASTERIX

OBELIX ET COMPAGNE

ANIS INOUEL observateur

COURS INTENSIFS D'ALLEMAND

au bord du lac de Constance à proximité de l'Autriche, de la Suisse et du Liechtenstein pour actifs, étudiants et écoliers. 2 à 12 semaines du mois de mai à octobre.

Deutsches Sprachinstitut,

D-899 Lindau, Bantingstr. 17-19.



54 rue des Ecoles. 75005
téléphone: 329.21.17.

agréée par le Secrétariat d'Etat au Tourisme n° 72 049

DELHI a/r 1990 F
MONTREAL a/r 1350 F
BANGKOK a/r 2150 F

Informez ses adhérents

de ses nouveaux tarifs aériens à partir du 1^{er} Mai 1976

Téhéran 1490 F, Kaboul 1890 F,
Colombo 2350 F, Katsankou 2550 F,
Tokyo 3500 F, Bali 2850 F, Mexico 1980 F,
Lima 1900 F, Rio 2580 F,
New York 1330 F, Los Angeles 2050 F.

demandez notre brochure vols et circuits

Nom _____
Adresse _____
à renvoyer à FMVJ, 54, rue des Ecoles 75005 Paris

LA PATRIE PLANÉTAIRE

par Louis Périiller

La discordance entre l'extrême rapidité du progrès technologique et la lenteur des évolutions psycho-socio-politiques explique le désordre d'un monde de plus en plus désorienté. Des structures nouvelles s'épousent pour résoudre des problèmes qui se posent désormais à l'échelle mondiale.

Les solutions concrètes que l'auteur propose à notre réflexion se fondent sur la respect des réalités culturelles et nationales et le développement de la responsabilité, à tous les niveaux.

Aux Éditions Robert Laffont

POLITIQUE

Anticonformismes

(Suite de la première page.)

Mais notre auteur croise plus profondément les rapports de ce laxisme mondain avec le jeu, avec le peur et l'augmentation de la criminalité (l'industrialisation a entraîné un déclin d'hommes où l'on ne sait plus très bien qui vole et qui est volé...). Il se forme une sorte de polioïdisme, et... Il vient un moment où tous les tacticiens de décadence d'une société se rencontrent et s'accroissent pour former un phénomène unique, dont l'industrialisation est la fois l'origine, le véhicule et le traducteur chimérique.

Nous y sommes. Tout étant dans tout, nous allons avoir droit aux conseils sur l'effacement de l'Occident, bien connus depuis Spengler.

Après, mais la démonstration n'a pas besoin d'être longue. Alfred Fabre-Luce cingle la révolution soviétique qui, à l'approche de son anniversaire, nous offre une oppression dite que celle du monarche aboli... qu'il nous en soit aboli. « La première ne comporte pas de recours. La mythe de l'orthodoxie spontanée des masses permet même de dire à chacun qu'il est l'auteur de l'oppression dont il se sent soustrait ».

C'est le ton du pamphlet où Alfred Fabre-Luce, après avoir essayé de parler des intellectuels de gauche qu'il baptise les « fermiers », s'efforce de dire, le sourire en coin, que cette expression ne doit pas leur paraître injurieuse, puisqu'ils disent tous les jours que notre société est mûrissante et doit être changée radicalement.

Puis, virage à 90 degrés : tout un chapitre intitulé « convergences » porte des accusations de gauche, comme il est d'usage, contre les partis du programme commun. C'est très bien, même tellement l'auteur, d'at-

tirer l'attention sur les accidents du travail, mais que propose la gauche pour arrêter les massacres des accidents de la circulation ? Que dit-elle sur le stercé ? Rien, et la défense du consommateur n'a droit qu'à une phrase vague dans le programme commun. Même reproche sur les exportations d'armes, où l'hyppocrisie de la gauche est spécialement soulignée.

L'ouvrage est court, clair, et le plume vive, qui, soucieuse de ne pas laisser trainer trop d'encre morte, décrit en fin de « opération sur le vif », où notre libéral anticonformiste définit quelques notes de base : refus des situations de non-retour (exemple du P.C.), de la rupture entre les générations, de la démocratie directe et du nivellement.

C'est dès son titre que Roger Garudy fait lire le sort du tunnel.

La « projet espérance » se présente comme la « commencement d'une action » auquel l'auteur convie le lecteur d'une façon très directe, en lançant son appel sur la couverture même de l'ouvrage : « Vous-lez-vous créer avec les milliers d'autres dans les mains se cherchent les premières cellules vivantes du nouveau tissu social ? » La démarche de cet homme seul ressemblant à un peu à celle de Michel Foucault : c'est « ailleurs » que dans les parties qu'il cherche les rassemblements.

Roger Garudy propose, comme Marx, de s'attaquer à la machine de l'aliénation : le marché. Jusqu'ici, souligne notre auteur, on l'a combattue seulement « par en haut », c'est-à-dire par un « plein d'Etat ». Or ce système est du moins en même alliance à mesure que l'économie se développe et conduit à un despotisme politique excluant la participation des masses et le cré-

ativisme. Même après le réformisme trappiste du professeur Liberman, réduisant la centralisme étouffant, le personnel des entreprises n'a aucune possibilité de peser sur l'établissement des décisions.

C'est « par la base », comme il fallait s'y attendre, lorsqu'on connaît ses précédents ouvrages, que Garudy veut socialiser le marché. Partisan résolu de l'industrialisation, il ne voit pas du tout d'instaurer par une transformation graduelle du système, mais sans doute à la suite d'une rupture qui pourrait être provoquée par un « mai 1968 » qui aurait réussi, ou si l'on veut par une « grève nationale », mouvement du nouveau « bloc historique » des travailleurs, comprenant non seulement les ouvriers mais les cadres et les techniciens. Cette « grève » pour au reste conduire à faire fonctionner les entreprises « selon d'autres normes que celles du patronat et de l'Etat ».

Emporté par son élan prophétique, Garudy est souvent très convaincant au niveau des fins, mais beaucoup moins à celui des moyens. On peut parler d'un arbitraire aveugle du marché, mais quand il s'agit de savoir par quel le remplacer (l'auteur rejette aussi la planification autoritaire centralisée, c'est une autre histoire. L'ère « après électronique » où seraient contraincées les décisions, « chacun d'elles à portée du voir et de l'ouïr », d'un autre homme par le radio et la télévision, c'est encore un marché, moins opaque que l'autre certes, mais combien plus défilé à gérer. La plus importante est de « réduire les aliénations au niveau de la consommation », et les associations peuvent, en effet, jouer à un rôle prépondérant.

Certains dérapages du même type inapparaissent lorsque on passe de l'économie à la politique. Roger Garudy

suggère de remplacer le Parlement, « structure périmée », par un Congrès des conseils de travailleurs manuels et intellectuels, ce qui élargit le caractère permanent de la délégation du pouvoir et la professionnalisation de la politique, qui ne peuvent être réductibles deux conséquences dans les assemblées. Voul-on « syndicaliser » complètement la vie politique et transposer au niveau de la représentation populaire les luttes d'influences entre la C.G.T., la C.F.D.T. et la F.O. ? Les combats d'idées entre partis n'ont-ils tout de même plus de résonances, dans la mesure où ils défendent des « projets de société » ?

À propos de culture et d'éducation, Roger Garudy a d'excellentes pages sur l'enseignement alternatif, l'absence de vie active et de vie d'étudiant, sur la télévision, qui doit passer du « monopole » à la manipulation. (pollu- que ou commerciale) à une vidéo communautaire qui, à partir des millions d'hommes et de femmes à la base, deviendrait l'interaction au sein du cadre, pas par les grandes chaînes nationales.

La force du livre de Garudy, c'est sa croyance en l'homme pluridimensionnel, la rélusa de l'homme-robot, des sociétés totalitaires, de l'homme-objet, des sociétés individualistes, pour viser l'homme-objet, l'homme-objet, la dans les pages de la fin, des accents sont tout d'abord cette impression de déjà lu, de déjà vu, des tout premiers chapitres. Bon être réconforté en ces temps de désarroi, comme il le dit, dans une formule presque valérienne : « Il est encore temps de vivre ».

PIERRE DROUIN.



VENTE PRODUITS INDUSTRIELS

100.000 F

Une société internationale, fabricant et distributeur des composants techniques de haute qualité aux usages variés (systèmes hydrauliques et pneumatiques, fluides à gaz divers), recherche un cadre de vente très expérimenté pour assurer le lancement de ses produits sur le marché français. A l'issue d'une période de formation acquise à l'étranger, il aura pour mission de développer la vente de produits importés auprès d'une clientèle diversifiée de distributeurs, d'utilisateurs et d'O.E.M. Il assurera la gestion d'un petit stock de produits. Ce poste de responsabilité conviendrait à un excellent cadre commercial dynamique et autonome, âgé d'une trentaine d'années, parlant couramment l'anglais ou l'allemand, et disposant d'un niveau d'éducation supérieure, technique de préférence. La réussite dans le poste devant conduire à la création d'une filiale, une expérience des méthodes de vente et de gestion dans une société de distribution de produits industriels serait un atout. La rémunération annuelle sera de l'ordre de 100.000 francs. Le poste sera à pourvoir à Paris ou en région parisienne. Ecrire à A. JAMET à Paris.

Réf. A/24144

PROMOTEUR SECOND-ŒUVRE

80.000 F

Cloisons - Armoires-cloisons - Un fabricant et distributeur très réputé sur le marché français recherche, pour Paris, un promoteur pour participer activement au lancement d'un nouveau système de cloisons et d'armoires-cloisons, destiné principalement aux entreprises et administrations. A l'issue d'une période de formation, il aura pour mission de promouvoir la production des armoires, bureaux d'études, armoires immobiliers, etc., et d'apporter un support technique à l'équipe de vente et aux revendeurs. Ce poste nouveau conviendrait à un cadre technico-commercial, ayant quelques années d'expérience du produit et de son marché, d'un produit similaire (produits d'isolation ou occlusifs, menuiserie métallique, faux plafonds, etc.) et très compétent sur tous les aspects techniques de l'aménagement de l'espace (études d'implantation, réalisation, montage, etc.). Une bonne connaissance de l'allemand serait un avantage. La rémunération annuelle de départ, comprenant un fixe et un intéressement, sera de l'ordre de 80.000 francs. Ecrire à A. JAMET à Paris.

Réf. A/24144

PROMOTION SECTEUR TERTIAIRE

80.000 F

Chargé de Missions - Un important établissement public de Lille jouissant d'une grande notoriété, recherche un Chargé de Missions qui contribuera à promouvoir le secteur tertiaire en Métropole Nord. A cette fin, il développera les relations entre l'établissement et les entreprises tertiaires de la circonscription, et tiendra ainsi un réseau de contacts avec les grandes sociétés de services parisiennes et nord-européennes. Enfin, il se tiendra tout particulièrement informé du marché des services de l'agglomération qu'il contribuera à rendre actif à la faveur des relations qu'il aura su nouer avec les investisseurs immobiliers et les dirigeants d'entreprises tertiaires français ou étrangers. Ce poste, qui est à créer, conviendrait à un candidat âgé de 28 ans ou moins, diplômé d'une grande école ou d'une université et bénéficiant d'une expérience professionnelle acquise dans un organisme d'aménagement ou de construction, public ou privé. Connaissance de la langue anglaise nécessaire. La rémunération annuelle, fonction des compétences, sera de l'ordre de 80.000 francs. Ecrire à S. BOSSUT à Croix.

Réf. A/24274

INSPECTEUR DES VENTES EXPORT

Europe

GROSILLEX, un des leaders européens dans la transformation des matières plastiques, recherche un inspecteur des ventes à l'exportation. Rattaché au responsable Europe, il aura pour mission de développer les ventes dans les pays Nord et Centre Europe auprès d'une clientèle composée exclusivement de distributeurs spécialisés, de grossistes et d'importateurs. Avec une grande autonomie, il travaillera dans le cadre d'un programme annuel et d'une direction par objectifs. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 27 ans ou moins, de formation commerciale supérieure et ayant acquis environ deux années d'expérience dans la vente à l'exportation, de préférence dans les produits grand public. La pratique courante de l'allemand est indispensable. La connaissance de ces pays, l'acquisition d'un séjour prolongé par exemple, serait appréciée. Il doit envisager une résidence à Oyonnax (facilités de logement) et des déplacements fréquents. Ecrire à A. RICHARD à Lyon.

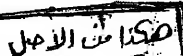
Réf. A/24274

Adressez C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'annuaire. Pour les réf. A/, nous recommandons de ne pas transmettre sans l'accord préalable des candidats. Pour les réf. B/, les réponses seront transmises à notre client sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre « Service du Contrôle » indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA Conseiller de Direction S.A. - 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél.: 727-35-79

9, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél.: (78) 52-90-43 - 19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (72) 52-52-25

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Düsseldorf - Frankfurt - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Oslo - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich



MÉDECINE

La contestation du conseil de l'ordre

UNE CINQUANTAINE DE MÉDECINS ONT TENTÉ DE PÉNÉTRER DANS LES LOCAUX DU CONSEIL RÉGIONAL DE PARIS.

Une cinquantaine de médecins ont tenté, dimanche 25 avril, dans la matinée, de pénétrer au siège du conseil régional de l'ordre, boulevard Latour-Maubourg, à Paris, afin de soutenir deux propositions relatives au statut de leur profession. Le docteur Alain Nitenberg, chef de service à l'hôpital Louis-Mourier, à Colombes, qui avait comparu pour la première fois, au tribunal administratif, le docteur Philippe Blon (Capital), lui aussi convoqué, n'ont pas été présentés.

Les contestataires ne sont parvenus à entrer dans les locaux qu'après avoir été repoussés par des policiers armés de matras. Le docteur Nitenberg a été blessé à la main. Le docteur Blon a été blessé à la tête. Les deux médecins ont été transportés à l'hôpital Louis-Mourier.

D'autres part, dix-sept médecins se sont réunis dans la matinée de dimanche 25 avril, au siège du conseil régional de l'ordre, boulevard Latour-Maubourg, à Paris, afin de soutenir deux propositions relatives au statut de leur profession. Le docteur Nitenberg a été blessé à la main. Le docteur Blon a été blessé à la tête. Les deux médecins ont été transportés à l'hôpital Louis-Mourier.

Prix Nobel en 1943

HENRIK DAM EST MORT

(De notre correspondant.)
Copenhague. — Le professeur Henrik Dam, soumissionnaire de la découverte de la vitamine K, est mort, à l'âge de 72 ans, le 25 avril 1976, à Copenhague. Il avait été élu membre de l'Académie des sciences de Danemark en 1943. Il avait découvert la vitamine K en 1935, en collaboration avec son collègue, John R. Hart.

Le 21 janvier 1943, à Copenhague, le professeur Henrik Dam a découvert la vitamine K. Cette découverte a permis de comprendre le rôle de cette vitamine dans la coagulation du sang. Le professeur Dam a été élu membre de l'Académie des sciences de Danemark en 1943. Il avait découvert la vitamine K en 1935, en collaboration avec son collègue, John R. Hart.

Le 21 janvier 1943, à Copenhague, le professeur Henrik Dam a découvert la vitamine K. Cette découverte a permis de comprendre le rôle de cette vitamine dans la coagulation du sang. Le professeur Dam a été élu membre de l'Académie des sciences de Danemark en 1943. Il avait découvert la vitamine K en 1935, en collaboration avec son collègue, John R. Hart.

Le 21 janvier 1943, à Copenhague, le professeur Henrik Dam a découvert la vitamine K. Cette découverte a permis de comprendre le rôle de cette vitamine dans la coagulation du sang. Le professeur Dam a été élu membre de l'Académie des sciences de Danemark en 1943. Il avait découvert la vitamine K en 1935, en collaboration avec son collègue, John R. Hart.

Le 21 janvier 1943, à Copenhague, le professeur Henrik Dam a découvert la vitamine K. Cette découverte a permis de comprendre le rôle de cette vitamine dans la coagulation du sang. Le professeur Dam a été élu membre de l'Académie des sciences de Danemark en 1943. Il avait découvert la vitamine K en 1935, en collaboration avec son collègue, John R. Hart.

Le 21 janvier 1943, à Copenhague, le professeur Henrik Dam a découvert la vitamine K. Cette découverte a permis de comprendre le rôle de cette vitamine dans la coagulation du sang. Le professeur Dam a été élu membre de l'Académie des sciences de Danemark en 1943. Il avait découvert la vitamine K en 1935, en collaboration avec son collègue, John R. Hart.

Le 21 janvier 1943, à Copenhague, le professeur Henrik Dam a découvert la vitamine K. Cette découverte a permis de comprendre le rôle de cette vitamine dans la coagulation du sang. Le professeur Dam a été élu membre de l'Académie des sciences de Danemark en 1943. Il avait découvert la vitamine K en 1935, en collaboration avec son collègue, John R. Hart.

Le 21 janvier 1943, à Copenhague, le professeur Henrik Dam a découvert la vitamine K. Cette découverte a permis de comprendre le rôle de cette vitamine dans la coagulation du sang. Le professeur Dam a été élu membre de l'Académie des sciences de Danemark en 1943. Il avait découvert la vitamine K en 1935, en collaboration avec son collègue, John R. Hart.

Le 21 janvier 1943, à Copenhague, le professeur Henrik Dam a découvert la vitamine K. Cette découverte a permis de comprendre le rôle de cette vitamine dans la coagulation du sang. Le professeur Dam a été élu membre de l'Académie des sciences de Danemark en 1943. Il avait découvert la vitamine K en 1935, en collaboration avec son collègue, John R. Hart.

Le 21 janvier 1943, à Copenhague, le professeur Henrik Dam a découvert la vitamine K. Cette découverte a permis de comprendre le rôle de cette vitamine dans la coagulation du sang. Le professeur Dam a été élu membre de l'Académie des sciences de Danemark en 1943. Il avait découvert la vitamine K en 1935, en collaboration avec son collègue, John R. Hart.

Le 21 janvier 1943, à Copenhague, le professeur Henrik Dam a découvert la vitamine K. Cette découverte a permis de comprendre le rôle de cette vitamine dans la coagulation du sang. Le professeur Dam a été élu membre de l'Académie des sciences de Danemark en 1943. Il avait découvert la vitamine K en 1935, en collaboration avec son collègue, John R. Hart.

Le 21 janvier 1943, à Copenhague, le professeur Henrik Dam a découvert la vitamine K. Cette découverte a permis de comprendre le rôle de cette vitamine dans la coagulation du sang. Le professeur Dam a été élu membre de l'Académie des sciences de Danemark en 1943. Il avait découvert la vitamine K en 1935, en collaboration avec son collègue, John R. Hart.

Le 21 janvier 1943, à Copenhague, le professeur Henrik Dam a découvert la vitamine K. Cette découverte a permis de comprendre le rôle de cette vitamine dans la coagulation du sang. Le professeur Dam a été élu membre de l'Académie des sciences de Danemark en 1943. Il avait découvert la vitamine K en 1935, en collaboration avec son collègue, John R. Hart.

Le 21 janvier 1943, à Copenhague, le professeur Henrik Dam a découvert la vitamine K. Cette découverte a permis de comprendre le rôle de cette vitamine dans la coagulation du sang. Le professeur Dam a été élu membre de l'Académie des sciences de Danemark en 1943. Il avait découvert la vitamine K en 1935, en collaboration avec son collègue, John R. Hart.

Le 21 janvier 1943, à Copenhague, le professeur Henrik Dam a découvert la vitamine K. Cette découverte a permis de comprendre le rôle de cette vitamine dans la coagulation du sang. Le professeur Dam a été élu membre de l'Académie des sciences de Danemark en 1943. Il avait découvert la vitamine K en 1935, en collaboration avec son collègue, John R. Hart.

Le 21 janvier 1943, à Copenhague, le professeur Henrik Dam a découvert la vitamine K. Cette découverte a permis de comprendre le rôle de cette vitamine dans la coagulation du sang. Le professeur Dam a été élu membre de l'Académie des sciences de Danemark en 1943. Il avait découvert la vitamine K en 1935, en collaboration avec son collègue, John R. Hart.

Le 21 janvier 1943, à Copenhague, le professeur Henrik Dam a découvert la vitamine K. Cette découverte a permis de comprendre le rôle de cette vitamine dans la coagulation du sang. Le professeur Dam a été élu membre de l'Académie des sciences de Danemark en 1943. Il avait découvert la vitamine K en 1935, en collaboration avec son collègue, John R. Hart.

Le 21 janvier 1943, à Copenhague, le professeur Henrik Dam a découvert la vitamine K. Cette découverte a permis de comprendre le rôle de cette vitamine dans la coagulation du sang. Le professeur Dam a été élu membre de l'Académie des sciences de Danemark en 1943. Il avait découvert la vitamine K en 1935, en collaboration avec son collègue, John R. Hart.

Le 21 janvier 1943, à Copenhague, le professeur Henrik Dam a découvert la vitamine K. Cette découverte a permis de comprendre le rôle de cette vitamine dans la coagulation du sang. Le professeur Dam a été élu membre de l'Académie des sciences de Danemark en 1943. Il avait découvert la vitamine K en 1935, en collaboration avec son collègue, John R. Hart.

Le 21 janvier 1943, à Copenhague, le professeur Henrik Dam a découvert la vitamine K. Cette découverte a permis de comprendre le rôle de cette vitamine dans la coagulation du sang. Le professeur Dam a été élu membre de l'Académie des sciences de Danemark en 1943. Il avait découvert la vitamine K en 1935, en collaboration avec son collègue, John R. Hart.

Le 21 janvier 1943, à Copenhague, le professeur Henrik Dam a découvert la vitamine K. Cette découverte a permis de comprendre le rôle de cette vitamine dans la coagulation du sang. Le professeur Dam a été élu membre de l'Académie des sciences de Danemark en 1943. Il avait découvert la vitamine K en 1935, en collaboration avec son collègue, John R. Hart.

Le 21 janvier 1943, à Copenhague, le professeur Henrik Dam a découvert la vitamine K. Cette découverte a permis de comprendre le rôle de cette vitamine dans la coagulation du sang. Le professeur Dam a été élu membre de l'Académie des sciences de Danemark en 1943. Il avait découvert la vitamine K en 1935, en collaboration avec son collègue, John R. Hart.

Le 21 janvier 1943, à Copenhague, le professeur Henrik Dam a découvert la vitamine K. Cette découverte a permis de comprendre le rôle de cette vitamine dans la coagulation du sang. Le professeur Dam a été élu membre de l'Académie des sciences de Danemark en 1943. Il avait découvert la vitamine K en 1935, en collaboration avec son collègue, John R. Hart.

Le 21 janvier 1943, à Copenhague, le professeur Henrik Dam a découvert la vitamine K. Cette découverte a permis de comprendre le rôle de cette vitamine dans la coagulation du sang. Le professeur Dam a été élu membre de l'Académie des sciences de Danemark en 1943. Il avait découvert la vitamine K en 1935, en collaboration avec son collègue, John R. Hart.

Le 21 janvier 1943, à Copenhague, le professeur Henrik Dam a découvert la vitamine K. Cette découverte a permis de comprendre le rôle de cette vitamine dans la coagulation du sang. Le professeur Dam a été élu membre de l'Académie des sciences de Danemark en 1943. Il avait découvert la vitamine K en 1935, en collaboration avec son collègue, John R. Hart.

Le 21 janvier 1943, à Copenhague, le professeur Henrik Dam a découvert la vitamine K. Cette découverte a permis de comprendre le rôle de cette vitamine dans la coagulation du sang. Le professeur Dam a été élu membre de l'Académie des sciences de Danemark en 1943. Il avait découvert la vitamine K en 1935, en collaboration avec son collègue, John R. Hart.

Le 21 janvier 1943, à Copenhague, le professeur Henrik Dam a découvert la vitamine K. Cette découverte a permis de comprendre le rôle de cette vitamine dans la coagulation du sang. Le professeur Dam a été élu membre de l'Académie des sciences de Danemark en 1943. Il avait découvert la vitamine K en 1935, en collaboration avec son collègue, John R. Hart.

Selon les services américains de renseignements

La moitié des forces soviétiques ne menacent pas les États-Unis

Selon des sources proches des services américains de renseignements, qui ont été cités par l'International Herald Tribune le 25 avril, la moitié des forces soviétiques ne menacent pas les États-Unis. Les estimations confirment une analyse de M. Les Aspin, représentant démocrate du Wisconsin.

Service national

COMPOSITION DU CONTINGENT INCORPORÉ EN JUIN

La fraction de contingent incorporé sera composée de 100 personnes à partir du 1^{er} juin 1976.

Les jeunes gens dont la signature sur le rapport d'incorporation sera reçue à l'adresse le 1^{er} juin 1976.

Les jeunes gens volontaires pour être incorporés le 1^{er} juin 1976, et qui, à cet effet, ont avant le 1^{er} avril 1976, déposé une demande d'appel, ont le droit de participer à la sélection.

Les jeunes gens qui ont été incorporés le 1^{er} juin 1976, et qui, à cet effet, ont avant le 1^{er} avril 1976, déposé une demande d'appel, ont le droit de participer à la sélection.

Les jeunes gens qui ont été incorporés le 1^{er} juin 1976, et qui, à cet effet, ont avant le 1^{er} avril 1976, déposé une demande d'appel, ont le droit de participer à la sélection.

Les jeunes gens qui ont été incorporés le 1^{er} juin 1976, et qui, à cet effet, ont avant le 1^{er} avril 1976, déposé une demande d'appel, ont le droit de participer à la sélection.

Les jeunes gens qui ont été incorporés le 1^{er} juin 1976, et qui, à cet effet, ont avant le 1^{er} avril 1976, déposé une demande d'appel, ont le droit de participer à la sélection.

Les jeunes gens qui ont été incorporés le 1^{er} juin 1976, et qui, à cet effet, ont avant le 1^{er} avril 1976, déposé une demande d'appel, ont le droit de participer à la sélection.

Les jeunes gens qui ont été incorporés le 1^{er} juin 1976, et qui, à cet effet, ont avant le 1^{er} avril 1976, déposé une demande d'appel, ont le droit de participer à la sélection.

Les jeunes gens qui ont été incorporés le 1^{er} juin 1976, et qui, à cet effet, ont avant le 1^{er} avril 1976, déposé une demande d'appel, ont le droit de participer à la sélection.

Les jeunes gens qui ont été incorporés le 1^{er} juin 1976, et qui, à cet effet, ont avant le 1^{er} avril 1976, déposé une demande d'appel, ont le droit de participer à la sélection.

Les jeunes gens qui ont été incorporés le 1^{er} juin 1976, et qui, à cet effet, ont avant le 1^{er} avril 1976, déposé une demande d'appel, ont le droit de participer à la sélection.

Les jeunes gens qui ont été incorporés le 1^{er} juin 1976, et qui, à cet effet, ont avant le 1^{er} avril 1976, déposé une demande d'appel, ont le droit de participer à la sélection.

Les jeunes gens qui ont été incorporés le 1^{er} juin 1976, et qui, à cet effet, ont avant le 1^{er} avril 1976, déposé une demande d'appel, ont le droit de participer à la sélection.

Les jeunes gens qui ont été incorporés le 1^{er} juin 1976, et qui, à cet effet, ont avant le 1^{er} avril 1976, déposé une demande d'appel, ont le droit de participer à la sélection.

Les jeunes gens qui ont été incorporés le 1^{er} juin 1976, et qui, à cet effet, ont avant le 1^{er} avril 1976, déposé une demande d'appel, ont le droit de participer à la sélection.

Les jeunes gens qui ont été incorporés le 1^{er} juin 1976, et qui, à cet effet, ont avant le 1^{er} avril 1976, déposé une demande d'appel, ont le droit de participer à la sélection.

Les jeunes gens qui ont été incorporés le 1^{er} juin 1976, et qui, à cet effet, ont avant le 1^{er} avril 1976, déposé une demande d'appel, ont le droit de participer à la sélection.

Les jeunes gens qui ont été incorporés le 1^{er} juin 1976, et qui, à cet effet, ont avant le 1^{er} avril 1976, déposé une demande d'appel, ont le droit de participer à la sélection.

Les jeunes gens qui ont été incorporés le 1^{er} juin 1976, et qui, à cet effet, ont avant le 1^{er} avril 1976, déposé une demande d'appel, ont le droit de participer à la sélection.

Les jeunes gens qui ont été incorporés le 1^{er} juin 1976, et qui, à cet effet, ont avant le 1^{er} avril 1976, déposé une demande d'appel, ont le droit de participer à la sélection.

Les jeunes gens qui ont été incorporés le 1^{er} juin 1976, et qui, à cet effet, ont avant le 1^{er} avril 1976, déposé une demande d'appel, ont le droit de participer à la sélection.

Les jeunes gens qui ont été incorporés le 1^{er} juin 1976, et qui, à cet effet, ont avant le 1^{er} avril 1976, déposé une demande d'appel, ont le droit de participer à la sélection.

DÉFENSE

Libres opinions

Le procès de la justice militaire : une mauvaise cause

par PIERRE SCHWED (*)

Il me semble utile de revenir sur une affaire récemment évoquée devant le tribunal correctionnel de Lille. Il s'agit, en principe, d'une affaire de presse : le directeur d'une revue doit répondre pour injures publiques à l'ennemi par le moyen d'une affiche, supplément à une livraison de son périodique. L'affiche aggrandissait une caricature d'un officier militaire et la justice militaire, et c'est de la justice militaire que le prévenu, les témoins, ont prétendu tenir le procès.

Tout d'abord en mettant en cause le principe même des tribunaux militaires, dont l'existence, nous a-t-on dit, « représente une insulte à la justice civile ». On ignorait que les tribunaux militaires, en principe, ne jugent que des militaires. Mais, en fait, les tribunaux militaires ont jugé des civils, et c'est de la justice militaire que le prévenu, les témoins, ont prétendu tenir le procès.

On a, en cours du procès de Lille, qualifié la justice militaire de juridiction d'exception. Et il est vrai : car, comme disait La Palice, tout ce qui n'est pas juridiction de droit commun est juridiction d'exception. Mais, le droit commun se définit comme l'ensemble des règles qui s'appliquent en l'absence de dispositions particulières, et se réfère à la loi. Or, la loi est la même pour tous les citoyens, et les tribunaux militaires ne jugent que des militaires.

Il existe une justice militaire à côté de la justice civile, c'est parce que l'armée est une collectivité particulière à l'égard de la loi. Elle est soumise à des règles particulières, et les tribunaux militaires ont le droit de juger les militaires. Mais, en fait, les tribunaux militaires ont jugé des civils, et c'est de la justice militaire que le prévenu, les témoins, ont prétendu tenir le procès.

Un peu de bon sens ! Ce n'est pas pour en faire un article juridique que l'on applique à la justice militaire la qualification de juridiction d'exception. C'est qu'on pense ainsi à décrire les plénitudes plus ou moins conscientes des souverains confus, mais chargés d'une signification erronée : chambre ardente de l'Anden Régime, tribunal révolutionnaire de Fouquier-Tinville, cours prévôtale de la Terreur blanche, conseil de guerre des lendemains de la Commune — toutes juridictions apparues à des heures tragiques de notre histoire, dans des circonstances de terreur et de déshonneur.

Bien entendu, les tribunaux permanents des forces armées n'ont rien à voir avec ces évocations sanglantes. Un premier argument se dégage de portée : les tribunaux militaires ne jugent que des militaires. Mais, en fait, les tribunaux militaires ont jugé des civils, et c'est de la justice militaire que le prévenu, les témoins, ont prétendu tenir le procès.

A quel tend l'entreprise de ceux qui, à l'exemple du publiciste du Lille, dénoncent « les tares de la justice » et « les larses de l'armée » ? Leur but est facile à discerner : il s'agit d'attaquer les institutions qui ont permis la protection de l'État en tant que puissance publique. Leur fin est de détruire les fondements de l'organisation politique et sociale dans le domaine de la justice militaire. Mais, en fait, les tribunaux militaires ont jugé des civils, et c'est de la justice militaire que le prévenu, les témoins, ont prétendu tenir le procès.

Le vrai danger n'est pas dans l'utopie d'une société sans loi. Ce qu'il faut craindre, c'est que la multiplication des tentatives d'anarchisme pour approcher, les absurdes complaisances qu'elles trouvent dans des cercles intellectuels irresponsables, ne finissent par avoir un effet tout opposé à celui que recherchent les contestataires. Si l'ordre était nié, ce serait la fin de la démocratie et de la liberté.

Le vrai danger n'est pas dans l'utopie d'une société sans loi. Ce qu'il faut craindre, c'est que la multiplication des tentatives d'anarchisme pour approcher, les absurdes complaisances qu'elles trouvent dans des cercles intellectuels irresponsables, ne finissent par avoir un effet tout opposé à celui que recherchent les contestataires. Si l'ordre était nié, ce serait la fin de la démocratie et de la liberté.

Le vrai danger n'est pas dans l'utopie d'une société sans loi. Ce qu'il faut craindre, c'est que la multiplication des tentatives d'anarchisme pour approcher, les absurdes complaisances qu'elles trouvent dans des cercles intellectuels irresponsables, ne finissent par avoir un effet tout opposé à celui que recherchent les contestataires. Si l'ordre était nié, ce serait la fin de la démocratie et de la liberté.

Le vrai danger n'est pas dans l'utopie d'une société sans loi. Ce qu'il faut craindre, c'est que la multiplication des tentatives d'anarchisme pour approcher, les absurdes complaisances qu'elles trouvent dans des cercles intellectuels irresponsables, ne finissent par avoir un effet tout opposé à celui que recherchent les contestataires. Si l'ordre était nié, ce serait la fin de la démocratie et de la liberté.

Le vrai danger n'est pas dans l'utopie d'une société sans loi. Ce qu'il faut craindre, c'est que la multiplication des tentatives d'anarchisme pour approcher, les absurdes complaisances qu'elles trouvent dans des cercles intellectuels irresponsables, ne finissent par avoir un effet tout opposé à celui que recherchent les contestataires. Si l'ordre était nié, ce serait la fin de la démocratie et de la liberté.

Le vrai danger n'est pas dans l'utopie d'une société sans loi. Ce qu'il faut craindre, c'est que la multiplication des tentatives d'anarchisme pour approcher, les absurdes complaisances qu'elles trouvent dans des cercles intellectuels irresponsables, ne finissent par avoir un effet tout opposé à celui que recherchent les contestataires. Si l'ordre était nié, ce serait la fin de la démocratie et de la liberté.

Le vrai danger n'est pas dans l'utopie d'une société sans loi. Ce qu'il faut craindre, c'est que la multiplication des tentatives d'anarchisme pour approcher, les absurdes complaisances qu'elles trouvent dans des cercles intellectuels irresponsables, ne finissent par avoir un effet tout opposé à celui que recherchent les contestataires. Si l'ordre était nié, ce serait la fin de la démocratie et de la liberté.

Le vrai danger n'est pas dans l'utopie d'une société sans loi. Ce qu'il faut craindre, c'est que la multiplication des tentatives d'anarchisme pour approcher, les absurdes complaisances qu'elles trouvent dans des cercles intellectuels irresponsables, ne finissent par avoir un effet tout opposé à celui que recherchent les contestataires. Si l'ordre était nié, ce serait la fin de la démocratie et de la liberté.

Tout le monde a de bonnes raisons pour prendre Air Inter



L'ALLER-RETOUR DANS LA JOURNÉE

De nombreuses liaisons Air Inter desservent l'ouest de la France. L'aller-retour dans la journée facilite vos déplacements d'affaires.

PARIS ↔ LORIENT
parmi les 4 liaisons quotidiennes.
départ Orly-Quai d'Orly, 09 h 15
09 h 15 17 h 15
(voies directs en caravelle)

PARIS ↔ QUIMPER
parmi les 4 liaisons quotidiennes.
départ Orly-Quai d'Orly, 09 h 15
09 h 15 17 h 15
(voies directs en caravelle)

Reservations, réservation :
AIR INTER PARIS
Tél. : 538.25.25
et toutes Agences
de Voyages.

AIR INTER

ROBERT & RENÉ
13, Rue du Fbg du Temple
PARIS-11^e REPUBLIQUE

Une boucherie
"Grande Surface"
au service des consommateurs

PRIX DISCOUNT

Tout le monde a de bonnes raisons pour prendre Air Inter



L'ALLER-RETOUR DANS LA JOURNÉE

De nombreuses liaisons Air Inter desservent Lyon et Marseille. L'aller-retour possible dans la journée facilite vos déplacements d'affaires.

PARIS ↔ LYON
28 liaisons quotidiennes en
Métropole ou en Caravelle.
départ Orly-Quai d'Orly, 09 h 15
09 h 15 17 h 15
(voies directs en caravelle)

PARIS ↔ MARSEILLE
30 liaisons quotidiennes en
Métropole ou en Caravelle.
départ Orly-Quai d'Orly, 09 h 15
09 h 15 17 h 15
(voies directs en caravelle)

Reservations, réservation :
AIR INTER PARIS
Tél. : 538.25.25
et toutes Agences
de Voyages.

AIR INTER

loterie nationale

TRANCHE DES ANIMAUX

TRANCHE 28 AVRIL
Gros lot de 150000 F

Prix du billet : 40 F
Prix de 100 : 2 F

Tout le monde a de bonnes raisons pour prendre Air Inter



L'ALLER-RETOUR DANS LA JOURNÉE

De nombreuses liaisons Air Inter desservent l'est de la France. L'aller-retour dans la journée facilite vos déplacements d'affaires.

PARIS ↔ STRASBOURG
parmi les 8 liaisons quotidiennes.
départ Orly-Quai d'Orly, 09 h 15
09 h 15 17 h 15
(voies directs en caravelle)

PARIS ↔ MULHOUSE
parmi les 4 liaisons quotidiennes.
départ Orly-Quai d'Orly, 09 h 15
09 h 15 17 h 15
(voies directs en caravelle)

Reservations, réservation :
AIR INTER PARIS
Tél. : 538.25.25
et toutes Agences
de Voyages.

AIR INTER

DE LA NOUVELLE
BANDE DESSINÉE D'ASTERIX

OBELIX

ET COMPAGNIE

DANS LE NOUVEAU
observateur

L'Homme DE L'ÉCONOMIE

L'écart entre les salaires (avant impôt) est le même qu'il y a vingt ans

PAR RAPPORT À LA « MONNAIE MONDIALE »
CALCULÉE PAR L'INSEE

La position du franc s'est peu modifiée depuis 1970

LES inégalités de salaires diminuent-elles en France ? Si oui, pourquoi ? Pour répondre à ces questions, le Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) que dirige M. Jacques Méraud — auteur, l'an passé, du fameux rapport sur les inégalités sociales — publie, ce lundi 26 avril, un document de deux cent soixante-dix pages, dont la conclusion est fort nette : les disparités de salaires sont, par rapport à ce qu'elles étaient

il y a vingt ans, la tendance à la réduction des écarts — observée en 1968 et un peu depuis — ayant simplement annulé l'insécurité croissante qui avait caractérisé les années précédentes. La hausse périodique du SMIC depuis huit ans, selon le CERC, joue un rôle essentiel dans le mouvement ; mais elle n'est pas — de loin — la seule cause du resserrement de l'écart hiérarchique.

À l'origine de ce travail, deux lettres de mission du Premier ministre, l'une au CERC à mesurer la dispersion des salaires en France et à le comparer aux situations allemande, britannique et américaine. C'est la première partie de ces études qui est publiée aujourd'hui, la comparaison avec l'étranger devant venir un peu plus tard. Pour éviter toute contestation, le CERC (1) a, selon son habitude, employé

celui du salarié placé au premier décile seulement étant passé progressivement de 2,4 à 4,1. Or ce coefficient est finalement tombé à 2,7 en 1968 et, après une petite poussée en 1970, s'est rapproché depuis de son niveau d'il y a vingt ans. C'est surtout la hausse plus rapide des bas salaires qui explique ce mouvement puisque, par rapport à la rémunération médiane, ces salaires ont plus vite monté que ne se rapprochaient

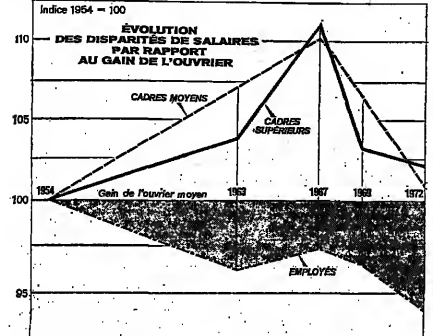
la dispersion des salaires a diminué tout au long des vingt dernières années, plus rapidement d'ailleurs depuis dix ans qu'auparavant. Chez les cadres moyens, c'est même le ralentissement de la progression des hauts salaires qui a réduit l'éventail hiérarchique, plus que l'accélération de la hausse des petits traitements.

Comme il s'agit de données nées (après déduction des cotisations sociales, mais avant impôt sur le revenu), le mouvement est moins accentué qu'il n'apparaîtrait si l'on comparait dans le temps les revenus après impôt. Compte tenu de la fiscalité (qui s'est durcie depuis vingt ans, notamment pour les cadres), l'ampleur des écarts serait probablement aujourd'hui plus faible qu'auparavant. Le CERC n'a malheureusement pas eu le temps de le calculer.

L'évolution de la dispersion des salaires est tout à fait confirmée par celle de leurs disparités. En 1964, par exemple, le cadre supérieur moyen gagnait en moyenne 6,1 fois plus qu'un ouvrier moyen, le cadre moyen deux fois plus. À la veille des événements de 1968, ces proportions étaient montées respectivement à 4,8 et 2,2. En 1972, elles étaient revenues à 4,2 et 2, c'est-à-dire au point de départ. Depuis, elles ont encore un peu baissé, l'écart entre les hauts et les bas cadres se réduisant de 4% par an en 1975, bien sûr, où la réduction des écarts a plus lourdement frappé les ouvriers que les cadres.

C'est ce qu'examine le graphique ci-contre qui montre comment ont évolué depuis vingt ans les disparités hiérarchiques par rapport au salaire ouvrier moyen. On notera que la situation moyenne du salaire de l'employé par rapport à celui de l'ouvrier n'a cessé de se dégrader : le rendement de l'employé dépassait en moyenne de 13% celui de l'ouvrier en 1964, cette avance n'était plus que de 10% en 1967, de 8% en 1972 et de 4% en 1974.

GILBERT MATHIEU.
(Lire la suite page 22, 1^{re} col.)



les procédés de mesure les moins discutables, parce que les plus classiques : étude de la dispersion (mesure d'hétérogénéité) des salaires dans l'ensemble de la population salariée et au sein de chacune de ses groupes ; mesure de l'évolution dans la dispersion (grâce à un coefficient de variation, plus original) ; analyse des disparités (c'est-à-dire des différences de rémunérations moyennes) entre grands groupes et à l'intérieur de quelques-uns d'entre eux. Les résultats de ces analyses mathématiques concordent assez bien avec les tendances qu'on lui a en nous avons signalées dans ces colonnes.

1968 a marqué une rupture des plus nettes avec la politique salariale pélagée qu'on en matière de hiérarchie des salaires. La tendance était jusqu'alors à aggraver l'inégalité (2), le rapport qui mesure l'écart entre le revenu du salarié et son neuf dixièmes de l'échelle des rémunérations et

REMOUS AUTOUR DES « PRODUITS LIBRES »

Carrefour jette un pavé dans la mare

LE lancement par Carrefour de ses « produits libres » a déclenché dans le patronat et singulièrement chez les industriels des réactions à première vue disproportionnées. Ce qui, après tout, n'était qu'une nouvelle

marque de distributeur, un peu plus agressive et plus originale dans sa présentation que ses devancières, est devenu le centre de discussions passionnées : on se croirait revenu au temps où

Edouard Leclerc, dans les années 1950, faisait sauter le verrou des « prix imposés ». Carrefour, dans cette opération, semble avoir touché à un tabou et remis en cause les rapports entre industriels et commerçants.

« Les produits libres sont sans nom. Ils sont, nous le savons », dit le publiciste, volontairement sobre. S'agit-il pour

autant, comme l'irrévérent résume M. Jean Mothes — un des responsables du groupe Parfums-Santem — dans l'hebdomadaire *l'Intrus*, de « la bombe la plus puissante jamais larguée sur l'économie libérale ? » Ou encore doit-on croire, comme M. Francis Lepetit, président de la Fédération nationale de l'industrie laitière, qu'« une des plus belles résisteries commerciales de la société de consommation européenne des libertés économiques qui ont fait sa prospérité » ?

Certes, c'est la première fois qu'une entreprise adopte et applique aussi complètement les arguments des organisations de consommateurs : l'emballage est dépourvu de tout ce qui est inutile, les poids sont en unités de mesure précises (1 kg, 5 kg...), les produits sont contrôlés par un laboratoire indépendant, l'étiquetage est clair et complet, la qualité, pour un prix très bas, devient le thème central des textes publicitaires et fait l'objet d'un contrat avec les industriels fournisseurs. Une quarantaine de produits alimentaires et d'épicerie ont été et déjà conçus dans le cadre de ces 88 magasins Carrefour installés sur le territoire national : pendant la première quinzaine, il s'en vend 100 000 sachets de bonbons sans colorants, 100 000 boîtes de biscuits de 1 kg, 200 000 litres d'huile, 200 tonnes de pâtes et 200 tonnes de farine. Il y a même eu des ruptures de stock de lassives et d'articles de papeterie (couteaux, serviettes...). L'ensemble représente 11 % du chiffre d'affaires en épicerie.

Il est cependant trop tôt pour savoir si ces ventes ont été réalisées au détriment de magasins nationaux présents dans les rayons.

Un succès, certes, mais qui démonte un indéniablement de la politique commerciale de Carrefour. Après des discussions collectives au sein de la société, les responsables des hypermarchés du groupe se sont engagés à

respecter une discipline collective : mettre ces produits dans leurs magasins et accepter de les afficher au même prix. Jusqu'alors, chez Carrefour, la liberté d'approvisionnement et de prix était de règle, pourvu que les résultats économiques se manifestent. Ainsi, l'initiative de l'hypermarché en France se donne une nouvelle image auprès de sa clientèle, se distinguant de ses concurrents directs des autres chaînes de vente.

Il y a fort à parier que les consommateurs en question vont réagir. On a déjà enregistré tel ou tel des « ventes promotionnelles » inattendues. Euro-marché s'est même vu offrir ses armes pour tenter de faire mieux, en matière

de prix notamment, et ne nie pas que des produits à sa marque soient à l'étude. Casino (un succursale qui s'est lancée en 1969 dans les grandes surfaces) rappelle qu'il vend 700 à 800 produits à sa marque depuis plus d'un demi-siècle. Pour les grandes surfaces, il a créé la marque « Coupé » — du nom de la famille Guichard-Perrachon — et ses responsables affirment que Carrefour ne fait pour l'instant que suivre son exemple. Quant aux coopératives de consommateurs (avec leur marque Coop), elles s'ajoutent, sans plus, si l'on en croit leur responsable, M. Charles Veverka, dans un article qu'il a tiré de ses vastes archives (3).

Mieux encore, l'agence Bédier, du groupe Harva, a proposé aux producteurs de marques et aux distributeurs de se regrouper pour lancer une campagne d'information sur les « marques » l'Union des annonceurs Juge « déloyale » la campagne publicitaire de Carrefour.

Lors d'un récent forum de l'Expansion Intérieure à Paris, le consommateur ? Une opération Carrefour était le seul sujet au centre des débats. L'attitude mi-figue mi-râle des industriels à l'égard de M. Denis Defforey, directeur général de Carrefour, illustrait assez les attitudes à fleur de peau monétisées dont il était l'objet.

JOSÉ DUBOIS.
(1) Le Compétiteur de France, 17 avril 1976.
(2) Stratégies, 2 mai 1976.
(3) Lire la suite page 22, 4^e col.)

(1) 30, rue Les Cailloux, Paris-7.
(2) En avril 1968, une certaine médiocrité avait conduit la 1968 à 1967.

BULLETIN

Le feu aux poudres

POUR deux raisons au moins les nouvelles difficultés que connaît le livre, et les mesures prises pour enrayer d'y parer, inclinent au pessimisme. La première est la conclusion qui régit le nouveau choc des taux d'intérêt. Le Saur de l'Angleterre a dû se résoudre à l'indépendance, cherché à développer le secteur privé, à développer leur minimum tendant vers (qui a remplacé l'ancien livre) une certaine forme d'indépendance. La seconde est la conclusion qui régit le nouveau choc des taux d'intérêt. Le Saur de l'Angleterre a dû se résoudre à l'indépendance, cherché à développer le secteur privé, à développer leur minimum tendant vers (qui a remplacé l'ancien livre) une certaine forme d'indépendance.

Les difficultés du livre dans les plus mauvaises conditions. La plus grande insécurité pèse sur l'effort du livre de l'argent à court terme à New-York. Si on y ajoute le mouvement de hausse dans les prochaines semaines, cela pourrait avoir des effets désastreux sur le monde britannique.

Mais on peut craindre que, dans un autre domaine, les dirigeants britanniques n'aient également oublié les leçons d'un passé pourtant récent. À la fin de la guerre, les chances que le gouvernement ait continué à réduire l'inflation et à stopper la dégradation monétaire dépendent uniquement du résultat des négociations avec les producteurs. Un accord de salaires « raisonnable » a été obtenu à la fin de la guerre, comme il l'est, que les pressions sur les prix et sur le livre s'atténuent aussi. Rien n'est moins sûr. On peut redouter que les résultats obtenus par la politique salariale des revenus se révèlent aussi fragiles que négatifs.

Rares sont ceux qui prêtent attention au facteur de déflation dans toute la plus délicate : le maintien au période de reprise économique d'un déficit des finances publiques sans doute que pendant la récession. Voilà ce qui peut bien mettre une nouvelle fois le feu aux poudres.

On se souvient que l'origine de la chute du livre se trouvait la décision prise au début du mois de mars par le Saur de l'Angleterre d'abaisser de 0,75 à 0,5 le minimum tendant vers. Comme si elles n'étaient pas encore suffisamment assurées par tant de cuisantes expériences, les autorités monétaires britanniques assument alors comme si elles pouvaient poursuivre leurs objectifs de politique monétaire sans tenir compte des facteurs extérieurs. Aujourd'hui, elles sont contraintes

SNCF

de dix ans, M. Michel Debré, alors ministre de l'économie et des finances, s'était déclaré favorable à une telle initiative « propre à promouvoir le rôle économique et financier de la place de Paris ». Le projet, pourtant, n'a pas vu le jour... et bien des objections subsistent.

transactions a été durant cette période le fait de détourners de capitaux non professionnels qui ont « joué » sur les dérivés pétroliers, et les réactions psychologiques de l'inflation, de la baisse du dollar ou de l'augmentation du prix du pétrole, accentuant ainsi les fluctuations. Au reste, certains opérateurs dominants ont faussé le jeu en 1972, les cinq titres qui assurent 80 % des opérations, avant l'annonce officielle, de la vente de 20 millions de tonnes de céréales à l'O.R.S.S. et, da ce fait, elles ont pris des positions à la hausse, entraînant une réaction négative objectivement réagie, apparemment testardecque bénéfique : de juin à octobre, le tonne de blé est passée de 53 à 80 dollars.

tion — les « châteaux de cartes » en l'air.

Ainsi, dans le cadre du droit du marché international des sucs blancs de Paris doit naître la circumspexion, l'hémiplaxie et la rétroflexion. Les spéculateurs ont intérêt désormais à demander aux « joueurs ». En outre, les coopératives, qui sont les principaux collecteurs de céréales, n'ont pas la possibilité juridique d'opérer sur le marché.

Pour le risque d'appétition, le créateur d'un marché à terme sur les céréales a fait paraître son ouvrage. L'ouvrage est si bien écrit qu'il faut croire que certains obstacles ne se présenteront pas. Mais il est un fait : les utilisations éventuelles de ce marché restent persuadées que l'agriculture ne peut pas être soustraite au commerce, mais elle sera soustraite à son commerce, dès lors, les satisfera-t-on ? La volonté d'organiser les marchés suit au niveau national une logique nationale, mais elle est perturbée avec le libre jeu de l'offre et de la demande. A moins que cette liberté ne soit limitée par la loi. Mais les spéculateurs l'accepteront-ils ?

ALAIN GIRAUD,

**Révision de la théorie
de l'équilibre
économique général**
Coll. "Finance et
économie d'entreprise"
dunod **180 F**

DÉCOUVREZ
toute la GREC avec **jsf**
ATHÈNES, LES PRES, MYCONOS, JODOS,
SPIDOL, COUTURE ET DELPHES.
Charles PARIS/ATHÈNES
aériateur
Séjour à : **775 F**
200 F

TÉLÉPHONEZ-NOUS AU 875-31-00

CEPES

L'ÉCART ENTRE LES SALAIRES

(Suite de la page 19)

On ne peut pas, bien sûr, s'en tenir à ces généralités. Chacun des groupes cités comprend un ou plusieurs millions de salariés (0,5 million pour les cadres supérieurs), entre lesquels les écarts de salaires sont considérables. Il faut donc voir les choses de plus près. De plus, certains groupes comprennent surtout des femmes (82 % chez les employés, contre 20 % des ouvriers et 9 % seulement des cadres supérieurs) ; la répartition des salaires féminins sur celui des rémunérations masculines peut donc fausser la comparaison.

Une analyse beaucoup plus fine, par problèmes et sous-groupes, est indispen-

che pour les cadres que chez les ouvriers d'ailleurs ; depuis 1969, l'homogénéisation s'est accrue chez les seconds, tandis que les cadres, cette fois encore, avaient des salaires plus divergents :

4) LES ÉCARTS PARIS-PROVINCE, qui s'étaient aggravés jusqu'en 1969, puis stabilisés pendant sept ans, ont fléchi depuis pour revenir à peu près au niveau initial ;

5) Les disparités de salaires SELON L'ÂGE, fort ailes, un peu exception à la règle : 1969 n'a pas marqué de tournant décisif en la matière ; surtout l'évolution depuis cette date a été très divergente : diminution des écarts chez les ouvriers et les employés, stabilité chez les cadres

et. La disparité due aux qualifications hiérarchiques, qui est de loin la plus importante de toutes, est aussi celle qui a le plus fortement varié, comme le montre le graphique ci-dessous :

A phénomènes concrets, y a-t-il cause commune ? Il est tentant de le penser. Cédant à ce penchant, le CERC estime que la SMIC joue un rôle prépondérant dans l'évolution de la hiérarchie des salaires.

A l'époque où il prenait du retard sur les salaires courants, était simplement indexé sur le coût de la vie, il n'a pas contrarié le jeu du marché qui privilégiait les catégories de salariés les plus demandées (ouvriers qualifiés, cadres) au détriment de la main-d'œuvre abondante pour les emplois officieux (O.S. fournis par l'armée rurale, immigrés, femmes) ; l'éventail hiérarchique s'est ouvert à cette période. Il se reforme depuis que la politique du SMIC est plus active.

Cette simplification séduisante ne saurait rendre vraiment compte d'une réalité plus complexe. Elle rendrait faussément à prendre l'effet pour la cause. Si le SMIC a progressé depuis huit ans beaucoup plus vite qu'avant, c'est parce qu'un certain accord s'est dégagé dans la nation pour mettre fin à la politique de marché d'avant 1969 afin de lui substituer une politique volontaire de réduction des inégalités salariales.

Cela s'est manifesté à Grenoble, en mai 1967 ; mais très souvent aussi depuis. Si pas seulement dans les cercles administratifs et politiques où se milite l'évolution du SMIC. De nombreux accords de salaires sont intervenus ces dernières années entre le patronat et les syndicats pour limiter la hausse des rémunérations les plus faibles et attirer celles des salaires les plus élevés ; à l'E.D.P., dans la métallurgie, la pétrolière, à Cégédur-Pechiney... Partout même des accords ont été conclus pour une majoration de salaire en partie uniforme : banques (200 F), Renault (140 F), Chausson (180 F), Sipa (200 F), Valérieux (100 F)... Il n'y a donc pas lieu de s'étonner qu'au cours des deux dernières années connues avec exactitude, le gain hebdomadaire des ouvriers ait en moyenne augmenté de 3 % de plus par an que celui des cadres ; il en aurait sans doute été de même en 1975, sans la chute des horaires (- 3 1/4 %) qui a affecté la paie des ouvriers.

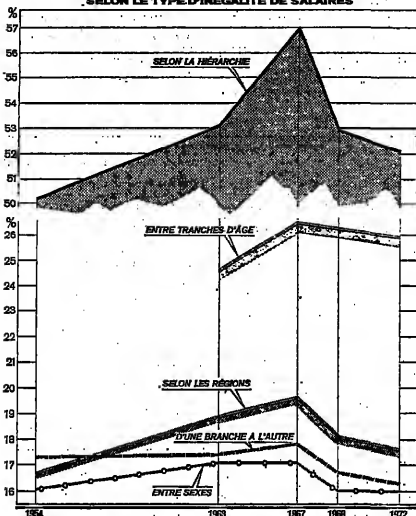
Les pouvoirs publics ne s'en sont d'ailleurs pas tenus, quant à eux, à la seule politique du SMIC. Dans la fonction publique, par exemple, qui concerne quelque deux millions de salariés et retraités, la revalorisation des petites catégories (dites C et D) — négociée avec les syndicats — a réduit sensiblement les écarts ; au cours des deux dernières années, les salaires nominaux ont progressé respectivement de 35 % et 48 % dans ces catégories, contre seulement 10 % pour la catégorie A (2).

C'est donc une attitude d'ensemble des responsables politiques comme des partenaires sociaux qui a provoqué le recentrement récent de l'éventail, non la seule politique du SMIC. Cela rend plus nuancé le pronostic pour l'avenir : la réduction des inégalités, constatée depuis 1969, ne se poursuivra que si les divers acteurs du jeu social continuent à en être d'accord. La seule majorité du SMIC n'y saurait suffire.

GILBERT MATHEU.

(2) Le Monde du 28 octobre 1975.
(3) Économiste et Statistique, n° 17, mars 1976.

ÉVOLUTION DES DIFFÉRENCES DISPARITÉS SELON LE TYPE D'ÉGALITÉ DE SALAIRES



L'évolution de chacune des disparités de salaires résumées ici est résumée par un coefficient de variation « mis au point » par le CERC et qui évalue l'écart existant entre chacun des salaires considérés et le salaire moyen. Un coefficient de 50 % pour la disparité hiérarchique, par exemple, signifie que, si l'on étend le salaire de toutes les catégories socio-professionnelles, l'écart entre le salaire moyen d'une catégorie quelconque et le salaire moyen toutes catégories est de 50 %. L'évaluation des coefficients montre si les écarts ont augmenté ou diminué au cours des années.

Qu'apprend-on ? Essentiellement cinq choses :

1) L'écart ENTRE SALAIRES DES EMPLOYÉS ET DES OUVRIERS est en général moins grand chez les hommes (10 %) que chez les femmes (20 %) ; cet écart a fléchi de 3 points de la même façon chez les hommes que chez les femmes jusqu'en 1968, mais il n'a, depuis, beaucoup plus diminué chez les secondes que chez les premiers ;

2) Le retard des SALAIRES FÉMININS reste considérable dans chaque grande catégorie : 21 % pour les manœuvres, 25 % pour les O.S., 28 % pour les ouvriers qualifiés, 29 % pour les employés, 30 % pour les cadres moyens, 33 % pour les ingénieurs, 35 % pour les cadres administratifs supérieurs (3). A qualification identique, cependant, l'écart est moindre : 6 % seulement pour les ouvriers au salaire horaire (contre 25 % auparavant).

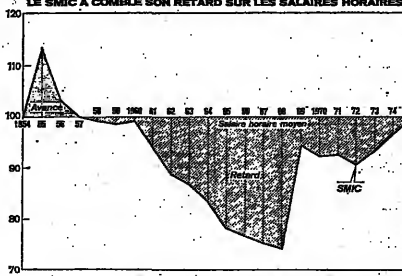
Jusqu'en 1968, ce retard avait augmenté dans la plupart des cas ; depuis 1968, il a, au contraire, diminué, au point d'être aujourd'hui légèrement inférieur à celui d'il y a vingt ans. Là aussi les cadres se singularisent : c'est le mouvement inverse qui s'est produit chez eux : forte réduction du retard féminin jusqu'en 1967, mais écart accru ensuite ; pour aboutir finalement à un résultat analogue à celui des autres salariés : moins de disparité qu'il y a vingt ans ;

3) ENTRE BRANCHES d'activité, les inégalités avaient diminué avant 1967, plus

moyens, aggravation chez les cadres supérieurs.

A cette cinquième remarque prise, on est frappé du parallélisme des évolutions constatées. Partout les inégalités des salaires ont eu tendance à s'élargir avant 1968 et à se rétrécir depuis (avec une petite pause au début des années 1970). Mais l'ampleur de ces fluctuations a beaucoup varié selon les

LE SMIC A COMBLÉ SON RETARD SUR LES SALAIRES HORAIRES



Si la Biscuiterie Bahlsen-France a choisi la formule de location longue durée Locasim, ce n'est pas parce que cette formule lui permet de mieux utiliser ses capitaux, en même temps qu'elle la débarrasse de la gestion de son parc auto.

Un contrat Locasim, c'est la possibilité de choisir n'importe quelle voiture dans la gamme Simca-Chrysler-Matra pour une durée de

Les sociétés qui louent nos voitures ont toutes les moyens de les acheter.

12 à 24 mois et un kilométrage fixé par vous.

C'est l'entretien, les révisions et les réparations dans les 2200 points

service du réseau Chrysler-France.

C'est l'assurance, prise d'ordre et pour votre compte, payable mensuellement.

C'est toujours une voiture neuve.

qui peut être livrée aux couleurs de votre entreprise.

Et c'est une seule facture, toujours la même, tous les mois.

Mais ce n'est sûrement pas une question de moyens.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire Simca-Chrysler.

Locasim
Les services de l'automobile sans les servitudes.

Locasim 50, rue d'Odéon, 92200 Neuilly Tél. 47.55.00. 9244

Le pavé dans la mare

(Suite de la page 19)

On trouve, bien sûr, chez certains, le sentiment de frustration et d'envie qui suit toute opération réussie par un concurrent direct, et, chez d'autres, l'inquiétude de voir s'élever, dans leur secteur, une concurrence du même genre : M. Daffroy n'a-t-il pas annoncé qu'il comptait étendre ses « produits libres » au textile ?

La réaction est en fait plus profonde, beaucoup plus violente. Une double inquiétude se fait jour. Si, par coïncidence, l'entreprise s'étendait à l'ensemble des produits de grande consommation, dans tous les grands groupes commerciaux, l'obligation pour les industriels de travailler à marge réduite aurait inévitablement pour effet de diminuer les sommes consacrées aux

investissements et à la recherche, freinant les capacités d'innovation vives des entreprises. De plus, le rapport de forces entre l'industriel et grand commerce se trouverait déséquilibré en faveur du second, et à terme, cela représenterait bien des dangers : le négoce du meuble, tout particulièrement, n'a-t-il pas largement contribué à rompre le monopole de la substance d'une véritable industrie ?

Ce faisant, Carrefour prend le risque de devoir, un jour, s'engager verticalement en descendant industriel, comme l'ont fait, avant lui, Casino et le COOP, pour ne citer que les deux exemples que nous avons pris. On s'y refuse ostensiblement, mais le risque est grand, en cas de succès durable, que Carrefour devienne le seul client de certains de ses fournisseurs ; ce serait le premier pas dans cette voie.

Libéralisme ou socialisme ?

En fait — et c'est sans doute le grief le plus grave qu'on lui fait — Carrefour, en s'attaquant aux grandes marques, n'a comploté qu'à briser les chaînes de l'État (1) ? Ou bien, comme M. Mothes l'écrit, conduisant-ils vers la nationalisation, en termes de l'industrie et du commerce, ne s'attaquent-ils qu'à leur propre commerce (comme la FNAC l'a fait dans les secteurs de la photographie et du son, puis du disque et du livre), mais s'écarter de ses fournisseurs que ce qu'il est convenu d'appeler, d'out-à-dire des armateurs financiers. C'est en ce sens que l'opération Carrefour fait penser à l'action qu'Edouard Leclerc avait menée contre les prix imposés. Une différence essentielle, c'est que Carrefour, avec ses 5,7 milliards de francs de chiffre d'affaires, a un poids économique autrement important que l'épicerie de Lande-

au à ses débuts.

Les produits libres « représentent-ils une étape vers ce « produit standard » que suggère M. Lionel Stoléru, et la démonstration que « l'écono-

mie libérale fait (...) avancer, vers les objectifs de progrès autrement que par la confiscation de tous les pouvoirs économiques entre les mains de l'État (1) » ? Ou bien, comme M. Mothes l'écrit, conduisant-ils vers la nationalisation, en termes de l'industrie et du commerce, ne s'attaquent-ils qu'à leur propre commerce (comme la FNAC l'a fait dans les secteurs de la photographie et du son, puis du disque et du livre), mais s'écarter de ses fournisseurs que ce qu'il est convenu d'appeler, d'out-à-dire des armateurs financiers. C'est en ce sens que l'opération Carrefour fait penser à l'action qu'Edouard Leclerc avait menée contre les prix imposés. Une différence essentielle, c'est que Carrefour, avec ses 5,7 milliards de francs de chiffre d'affaires, a un poids économique autrement important que l'épicerie de Lande-

au à ses débuts.

L'avenir apportera une réponse à ces espoirs et à ces inquiétudes. Jusqu'ici, cependant, l'entreprise libérale a toujours surmonté les difficultés de ce genre. Serait-elle devenue si fragile ?

JOSEF DOYER.

(1) Le Monde du 21 août 1971.

Paris-Annee

5 vols quotidiens au départ de Paris-le Bourget

266.5740

AIR ALPES
DE NOUVELLES MAISONS REGIONALES

FORMATION A L'ENSEIGNEMENT ET A LA RECHERCHE EN GESTION

PROGRAMME DOCTORAL

La Fondation Nationale pour l'Enseignement de la Gestion des Entreprises soutient un programme de niveau doctoral en gestion. Pour les six « spécialités » d'enseignement :

- la formation à temps plein (2 ans) d'un nombre limité d'étudiants-chercheurs ;
- le développement des capacités pédagogiques de futurs enseignants ;
- la promotion d'équipes de recherche en liaison étroite avec des responsables d'entreprises privées et publiques.

Ces programmes conduisent notamment aux fonctions d'enseignement au sein d'établissements universitaires, constatés et prévus.

Candidats de candidature :

- être diplômé de l'enseignement supérieur (universitaires et grandes écoles) ;
- posséder de préférence une expérience professionnelle en entreprises de quelque ampleur.

Un nombre limité de bourses est disponible.

Date limite de dépôt de candidature : 31 mai 1976.

Sélection des candidats : avant le 15 juin 1976.

Renseignements et retrait des dossiers : s'adresser aux responsables de programmes doctoraux des établissements suivants :

- CERA (FNC, ISA, CPC), avenue de la Libération, 75330, JOUY-EN-JOUEUX - Tél. : 212-80-00
- ESNEC, B.P. 100, 69001 GYRAT-PORTOISE - Tél. : 038-40-57
- ESN-ESN, 100, boulevard Garibaldi, 13100, AIX-EN-PROVENCE - Tél. : 27-25-25
- IAS-ILIC, 10, rue de la République, B.P. 97, 35041 GENEVOLE - Cedex - Tél. : 41-12-72, F. 436
- RENTES, 100, rue de la République, B.P. 97, 35041 GENEVOLE - Cedex - Tél. : 28-24-24
- IFP-ILIC, 10, rue de la République, 35000 LILLE - Tél. : 24-12-25

15000

OFFRES D'EMPLOI	La page	La page T.E.	L'IMMOBILIER	La page	La page T.E.
Offres d'emploi Placements encadrés	36,00	42,03	Achat-Vente-Location	26,00	30,25
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,57	EXCLUSIVITES	32,00	37,95
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18	L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89	(chaque mercredi et chaque vendredi)		

ANNONCES CLASSEES



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Secrétariat d'Etat
au Plan

Commissariat National
à l'Informatique

Centre d'études et de recherches en informatique

Etablissement de Formation des Informaticiens
(Programmeurs, Analystes, Ingénieurs)

RECRUTE DES ENSEIGNANTS

- En Technologie des Ordinateurs.
- En maintenance des Ordinateurs (formation inspecteur de maintenance).
- En Théorie des Langages et Compilation.
- En Système, pour l'enseignement.
 - des concepts généraux des systèmes d'exploitation;
 - des techniques de mise en œuvre d'un système (SIRIS 7 de préférence);
 - de l'Assembleur du 1070 de préférence.
- En Transmissions de données, Télétraitement et Réseaux.
- En informatique appliquée à la gestion, pour l'enseignement:
 - des langages évolués (COBOL, PL/I, FORTRAN);
 - des Méthodologies d'Analyse et de Programmation (notamment L.C.P., L.C.S., CORIG);
 - des Fichiers et des bases de données.
- En Mathématiques.
- En Organisation et Méthodes (Structures, Circuits et Imprimés Administratifs).

Les candidats doivent avoir des titres suffisants (Doctorat de 3^e Cycle ou Diplôme d'Ingénieur d'une Grande Ecole, au moins), une expérience pratique dans leur spécialité et avoir déjà enseigné. Ils auront des activités d'enseignement et de recherche, et participeront à l'enseignement des élèves dans des projets réels en entreprise.

Les postes offerts seront libres à la rentrée d'octobre 1976.

Les candidats titulaires nationaux, mais parlant français peuvent être recrutés soit dans le cadre de la Coopération Technique Inter-gouvernementale, soit sous contrat de droit commun.

Les candidatures doivent être adressées à:

C.E.R.I.
Oued-Séjour - ALGER.

responsables zone géographique exportation

Société Internationale d'Etudes et d'Innovation, spécialisée dans les domaines d'Electricité Industrielle et d'Automatisme avec de nombreuses chantiers à l'étranger, recherche des INGENIEURS COMMERCIAUX.

Ils se verront confier la responsabilité complète d'une zone géographique déterminée (Afrique, Moyen-Orient, Pays de l'Est...) pour les marchés du pétrole et du gaz naturel.

Ils auront une expérience confirmée dans la prospection, la négociation et la vente à l'exportation de services ou de biens d'équipements et ils seront familiarisés avec les techniques de l'exportation: contrats, COFACE, financement...

Parfaitement bilingues anglais écrit et parlé, et connaissant, idéalement, d'autres langues véhiculaires, leur niveau de formation sera celui des Grandes Ecoles d'Ingénieurs, études supérieures.

Une grande disponibilité leur sera demandée pour effectuer des déplacements où la présence leur sera demandée.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez: sous réf. 4019716 au Centre de Développement Recrutement d'EUREQUIP que nous avons chargés de l'examen des candidatures.

EUREQUIP
B.P. 30 - 92430 Nanterre

TRES IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL

pour le secteur OCEANIE INDIEN ET AFRIQUE CENTRALE de l'un de ses divisions à succursales multiples.

ANIMATEUR DE GESTION

- le candidat choisi, âgé de 30 ans minimum, sera diplômé D.E.C. ou équivalent, aura la scolarité et le goût de la formation, l'expérience des compétences de gestion et de la famille;
- des connaissances en informatique seraient appréciées;
- résidence à l'étranger avec déplacements dans le secteur d'activité.

Adresser lettre motivée et C.V. détaillé sous réf. 3285 à P. LICHOU S.A., 18, rue de Louvois, 75002 Paris Cedex 08, qui transmettra.

ANALYSES PROGRAMMEURS

3 ans d'expérience minimum. Anglais écrit pour missions en ALLEMAGNE. Connaissance de C, C++, FORTRAN, META, ALGOL, SYMBOL, BASIC, COBOL, PASCAL, REXX, FORTRAN, PL/I, TRAP, etc.

INGENIEURS ou TECHNICIENS SUPÉRIEURS

- Coordonnateurs de travaux plate-forme off-shore.
- Classiques.
- Anglais écrit.
- Lieu de travail: HOLLANDE.

Bruxelles, C.V. photo et présentations à: G.A.F. 54, rue de Rixbaert, PARIS-14, TEL.: 01-42-28 28 43-77 743-53-52.

INGENIEUR CONTROLE DE TRAVAUX

Contrôle à l'étranger, contrôle à l'importation, ce poste correspond à un ingénieur ayant une bonne connaissance de la mécanique. S'il est possible, il devra être capable de parler anglais. Les candidats intéressés peuvent écrire (C.V. + photo + lettre) sous réf. 455-101.

LTP 21 Bd. BONNE NOUVELLE 75002 PARIS, qui transmettra.

BUREAU D'ETUDES ET VOCATION INTERNATIONALE

INGENIEUR GENIE RURAL CONTRÔLE

poste à l'étranger et chargé de la direction d'un service de projets d'irrigation et de leur réalisation. L'ingénieur devra être capable de parler anglais écrit et parlé. Anglais nécessaire. Les candidats intéressés peuvent écrire (C.V. + photo + lettre) sous réf. 455-101.

LTP 21 Bd. BONNE NOUVELLE 75002 PARIS, qui transmettra.

INGENIEUR CONTROLE DE TRAVAUX BATIMENT

travail expérimenté confirmé des grands chantiers, à l'étranger, dans les domaines de l'habitat, des équipements, des infrastructures. Langues étrangères appréciées. Les candidats intéressés peuvent écrire (C.V. + photo + lettre) sous réf. 455-101.

LTP 21 Bd. BONNE NOUVELLE 75002 PARIS, qui transmettra.



LA BANQUE MONDIALE

souhaite recruter pour un projet de planification des transports en HAUTE VOLTA

un économiste des transports

titulaire d'un diplôme universitaire, ou de niveau équivalent, en économie ou en planification des transports, ayant une expérience des routes.

un ingénieur du génie civil

ayant une expérience de la planification routière et de l'exécution de travaux routiers.

Une compétence professionnelle confirmée et une expérience pratique des pays en voie de développement sont requises. Une connaissance approfondie de la langue française est indispensable. Les postes sont à pourvoir pour une durée de deux ans avec possibilité de prolongation. Les candidats choisis bénéficieront d'un contrat avec la Banque Mondiale qui les mettra à la disposition du Gouvernement de Haute Volta. Leur résidence sera Ouagadougou. Les rémunérations seront déterminées en fonction des qualifications et de l'expérience professionnelle des candidats choisis.

Les CV détaillés, mentionnant la référence 76-2-90461, rédigés en français ou en anglais seront reçus à la:

Division du Recrutement
BUREAU EUROPEEN DE LA BANQUE MONDIALE
66, avenue d'Iéna - 75116 PARIS, France.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS DE CAOUTCHOUC

recherche pour l'un de ses unités de production situées en

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE ALLEMANDE

INGENIEUR EN CHEF

rattaché directement au Chef de l'établissement. Il lui sera confié la responsabilité entière des départements matériel et production. Son autorité sera à l'égard des 600 personnes (ouvriers, collaborateurs et ingénieurs).

Pour occuper ce poste de niveau élevé, il est indispensable de répondre aux conditions suivantes:

- parlément bilingue allemand-français;
- formation ingénieur de préférence métallurgique;
- avoir occupé des fonctions de commandement d'un atelier ou d'un service ou d'un service d'usinage dans l'industrie.

Il sera offert un niveau de rémunération élevé en rapport avec le haut degré de responsabilité du poste mais aussi avec la qualification du candidat. Possibilité de développement de carrière au sein d'un groupe d'importance internationale.

Les personnes intéressées peuvent faire acte de candidature au: C.V. et photo, au numéro 2110, à:

LTP 21 Bd. BONNE NOUVELLE 75002 PARIS, qui transmettra.

alta

FILIALE SONATRACH

RECRUTE D'URGENCE

DIRECTEUR DE CHANTIER

(Ingénieur spécialiste de montage unités pétro-chimiques)

RESPONSABLE TUYAUTERIE

(Ingénieur en piping)

Ecrire à:

114, rue de Tripoli

HUSSEIN-DEY - ALGER

Importante Société Internationale recherche pour le Centre Spatial GUYANAIS près de KOUROU

Agent technique électronicien

pour son Groupe Lignes à Grandes Distances

Le candidat aura à effectuer les travaux de maintenance et de dépannage pour l'ensemble des équipements télécommunications plus particulièrement en hyperfréquences, courants porteurs et télégraphie.

Il aura, si possible, une expérience dans les domaines suivants:

- « circuits hyperfréquences, modulateurs et démodulateurs »;
- « amplificateurs télégraphiques et téléphoniques »;
- « connaissances en logique combinatoire »;
- « Formation niveau BTS (électronique) »;
- « Anglais écrit ».

Réf. 307

Agent technique électronicien

pour assurer la responsabilité du Groupe Maintenance et Exploitation de l'ensemble « enregistrement magnétique des télécommunications ».

Il aura une bonne connaissance des matériels d'enregistrement magnétique professionnels (logiques et analogiques) et une expérience de plusieurs années dans ce domaine.

Formation niveau BTS électronique ou équivalent. Connaissance de l'anglais nécessaire.

Réf. 308

Agent technique électronicien

pour son Groupe Télec.

pour assurer la responsabilité de la gestion technique de la maintenance et du dépannage d'un réseau télé.

De bonnes connaissances de la télégraphie et des matériels télégraphiques (téléimprimés, transmetteurs, MBO, bases de données, etc.) sont indispensables.

Formation niveau BTS ou équivalent.

Réf. 309

Conditions de déplacement intéressantes.

Ecrire avec C.V. photo (pas) et présentations au: Directeur du Recrutement à la:

SWKERTS B.P. 268, 75004 PARIS CEDEX 08 qui transmettra.

emplois internationaux

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces du lundi et du mardi.

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emploi.

150 000 000

	La ligne	La ligne T.C.		La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	36,00	42,63		L'IMMOBILISER	
Offres d'emploi "Placards encadrés"				Achat-Vente-Location	26,00 30,25
minimum 15 lignes de hauteur	98,00	44,37		EXCLUSIVITES	32,00 37,56
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18			
CAPITAUX OU				L'AGENDA DU MONDE	25,00 29,19
PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,99		(chaque mercredi et chaque vendredi)	

emplois régionaux



Important
Constructeur Matériel
Electromécanique

recherche
**DIRECTEUR
DES VENTES**

» France et étranger;
» 35 ans minimum;
» Ingénieur grande Ecole
(dominante Electromécanique);
» Expérience vente matériel électrique Industriel;
» Très disponible pour déplacements fréquents;
» Anglaise Indispensable;
» Résidence: Strasbourg (de préférence).
Pour tous renseignements complémentaires,
écrite sous Ref. 72031 E

ORES SEGE 11 Allée de Robertstr
67000 - STRASBOURG

FONDERIE 150 km OUEST PARIS
 fonte grise de haute qualité. 600 T./mois +
 MOULAGE MECANIQUE ET GROSSES PIECES
 (20 tonnes)
 recherche

DIRECTEUR DES VENTES
 EXPERIMENTE

peut réamor et animer réseau distribution France
 et si possible export

- Résidence Paris possible ;
 connaissance fabrication fonderie et outillage
 très souhaitable ;
 rémunération fixe + intéressement résultats

adresser C.V. ne 1465 PUBLICITES REUNIES
 14 bd Voltaire, 75011 Paris qui transmettra

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER
Ayant une bonne expérience des problèmes
de personnel

**POUR UNE SOCIÉTÉ REALISANT UN C.A. DE
4 MILLIARDS DE F. FRANCS CHAQUE AN. SPÉCIALISÉE
IL SERA DIRECTEMENT PLACÉ sous l'autorité du président**

Ses responsabilités couvriront les fonctions
suivantes :

- **DIRECTION DU PERSONNEL.**
- **COMPTABILITÉ GÉNÉRALE.**
- **COMPTABILITÉ ANALYTIQUE.**
- **TRÉSORERIE.**

Le poste est à pourvoir dans une grande métropole
de l'Est.

Adressez curriculum vitae à **MULLOWS et NOACK,**
S.P. I.R. — 80056 MULHOUSE CEDEX.

CHEF D'EXPLOITATION

PROFIL :

- Ingénieur ou formation universitaire ;
- Expérience professionnelle de trois années minimum ce poste dans un centre de moyenne importance (gamme LIRE 30-60) ;
- Pratique du matériel CII souhaitée.

Candidatures et prétentions et C.V. à adresser à :
S, rue des Italiens, 75007 PARIS 19^e.

**INGÉNIEUR
INFORMATICIEN**

- Aimsot programmer.
- Expérience au moins 1 an CODOL.
- Intéressé par environnement - Bases de Données - Télétraitement.
- Ace optimisée - 24 ans minimum.
- Lieu de travail : Région de Sétol-Quentin 102).

Envoyer curriculum ettee détaillé, à :

**D. MARTIN - LE CREUSSET
60300 PRESNÉY-LE-GRAND.**

Discrétion assurée.

Groupe important commerce international import
 export biens équipement toutes origines
 et destinations recherche
RESPONSABLE COMMERCE INTERNATIONAL
Transit - Transports Internationaux - Douane
 Chargé négocier avec transporteurs et transitaires
 air, mer, fer, rechercher et mettre en œuvre
 montages adaptés chaque affaire. Expérience
 confirmée et diversifiée nécessaire. Age : 35 ans
 environ. Anglais souhaité.

Adresse curriculum vitae à n° 8.574, « Le Monde »
 Publicités, 5, rue des Italiens, 75421 Paris (9^e).

Institut Pasteur
PRODUCTION
recherche pour son usine du
VAUDREUIL (27)

UN (E) JEUNE PHARMACIEN (NE)
Option INDUSTRIE - L.P.I.
Pour assurer la responsabilité du Service
FABRICATION (injectables, lyophilisation)
Expérience Industrielle souhaitable
Env. C.V. + photo au Département du Personnel,
28, rue du Docteur-Roux. — 75015 PARIS.

RÉGION SUD-EST
Société de chimie organique fine
recherche pour son LABORATOIRE D'ANALYSES

**INGÉNIEUR CHIMISTE
OU ÉQUIVALENT**

Adjoint au Chef de Service. Le candidat devra impérativement justifier d'une expérience de 3 ans minimum dans une industrie similaire.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions en indiquant sur l'enveloppe la référence 5294 à :

QIT organisation et publicité
1 rue Georges-LECLERC - 92000 NANTERRE

PROMOTEUR CONSTRUCTEUR
C.A. : 60.000.000
recherche
pour **BORDEAUX**
2 CHEFS DE PROGRAMME
chaque responsable, assisté d'une botesse - secrétaire - vendeuse, devra prendre la responsabilité de la vente d'une motobote.
Nous offrons : fixe important - intéressement.
Les candidats seront reçus à PARIS mais les C.V. sous référence 251 doivent être adressés à :
SELECONSEIL
27, rue Turinane,
75001 PARIS

ÉCOLE DE L'IMAGE À EPINAL
RECHERCHE
 pour son département communication :
UN PROFESSEUR PLASTICIEN
DE LA COMMUNICATION VISUELLE
 Pour tous renseignements s'adresser :
 École de l'Image (École des Beaux-Arts)
 15, rue des Jardiniers, 88000 EPINAL
 Tél. : 1291 82-90-91, poste 153.

ue gastronomique régionale
Sud de la France
recherche

RÉDACTEUR EN CHEF
Expér. exécut. Envoyer C.V.
attest. photo et présent.
à M. 503, rue de la
Bleue, rue Réaumur, Paris-9.

**POUR ENTRÉE
FONCTIONS IMMÉDIATE**

A.T.S.
recherche

**7 ANALYSTES
PROGRAMMEURS**

Très importante société

**CONSTRUCTION
ÉLECTRIQUE**
Société

UN INGÉNIEUR

DE VENTE

Âgé de 28 ans min. Ingénieur
diplômé. Il sera chargé de
la maintenance d'un important
matériel potentiel en

TOURNAI

les bonnes
l'appareillage basse tension
constructeurs et installateurs
écrits sous référence
G.F.C. 302, rue de la Pompe
77115 PARIS.

rience souhaitée.
 Pour région chamois
2 PROGRAMMEURS
IBM 7
 Connaissances 32/70, langage
 COBOL, 2 ans minimum.
 Envoyer C.V. d'attente
 à :
A.T.S. DIVISION
INFORMATIQUE
 15, rue Victor-Hugo, PARIS-15^e.
 (J.A.L. 30 milliards)
ICALE GRAB DE SOCIETE
 (C.A. : 90 milliards)

recherche

CHEF

DU SERVICE EXPORT

aura à mettre en place le
Bureau des Ventes Export ;
à assister le Directeur

Société d'Assurance
recherche
pour région BOREA-ALPES
son
INSPECTEUR VIE G.B.
Envoyer C.V. sous le no 707 à
KAYAS STRASBOURG.

ANALYSTE-PROGRAMMEUR
— Trois ans expérience mini.
GAP 11 - 1400 11170.
E.C. n° 67. 2 062 & 3 LICHAN
S.A. 10, r. Lavoisier, 75003 Paris
Cédex 02, qui transmettra.

UN ASSISTANT
(Homme ou Femme)
demande à jeune diplômé (e)
École de commerce,
Eco. ou équivalent,
diplômé du 1^{er} cycle,
tit. des études universitaires

UN ASSISTANT
35 a. min., sans organ. expér.
tr. imp. exigée. Ec. avec C.V.
et prêt, par lettre motivée.
Ec. n° 455, « le Monde » Pub.
S. r. des Halles, 75227 Paris-9.

**Fabricant RESINES
SYNTHETIQUES** Nord de la
France, recherche
INGENIEUR CHIMISTE

clientèle LANGUE
ALLEMANDE. Résidence
nécessaire Nord de la France.
Ecrire Agence HAVAS
59033 LILLE CEDEX
sous références AT 1729/4
qui transmettra.

offres d'emploi offres d'emploi

IBM Structure dynamique, à besoin pour
PARIS ET LES GRANDES METROPOLES REGIONALES de
jeunes cadres

Hommes et femmes, diplômés des Grandes Ecoles, qui pour un
 leur emploi souhaitent, même si cela paraît utopique dans une
 grande entreprise :

- des responsabilités de niveau élevé
- une structure à dimension humaine
- la faculté de penser et de faire valoir leurs idées
- une grande liberté de manœuvre
- donner une grande diffusion à des techniques évoluées
- des possibilités de carrière très vastes, y compris au niveau

Or, existe-t-elle la trace journalière de l'activité des
 ingénieurs de nos Services Commerciaux, activité très mal
 connue ou même décriée comme beaucoup de choses que l'on
 ne connaît pas ; nous vous proposons d'en discuter avec nous
 afin de faire connaître nos critères d'admission et de savoir
 que vous rendent ces fonctions accessibles, notamment :

- aptitudes au maniement des techniques
- aptitudes et goût des études prospectives
- aptitudes aux synthèses et aux raisonnements complexes
- aptitudes à communiquer et à défendre ses convictions
- goût d'une vie faite de diversité, de mobilité, d'action
 et d'initiative.

Les hommes devront être diplômés à court terme de leurs
 obligations scolaires.

Pour un tel contact, adressez votre lettre manuscrite, CV et
 photo sous référence ABA 31, BOHL
 Service Emploi – Conseil – Orientation
 2, rue Marmont 75001 PARIS

[illegible]

Directeur Financier et Administratif

PARIS-PICARDIE
F 130 009

INDUSTRIE MÉCANIQUE

La filiale française d'un très important groupe multinationnel spécialisée dans la conception, la fabrication et la vente de matériel mécanique de précision pour les industries aéronautiques, 2 missions : rechercher un Directeur financier et administratif.


Dépendant directement du PDG et supervisant 20 personnes, sera responsable de l'ensemble des opérations comptables financières et administratives de la Société. Véritable « Contrôleur » il réorganisera le service comptable, établira et mettra en place les systèmes comptables et procédures de contrôle interne, de contrôle budgétaire et de comptabilité analytique permettant un reporting mensuel.

Il sera chargé des relations avec les banques de la trésorerie et du végétarisme général de la société.

Ce poste-ci, très stimulant s'adresse à un candidat âgé de 35 ans minimum, ayant une solide formation commerciale, financière et fiscale, il aura développé les qualités humaines indispensables par une expérience d'au moins 5 ans dans une poste de supervision générale comptable ou administrative multi-sociétés. Une très bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

De fréquents déplacements entre Paris et Picardie sont à prévoir et ainsi que la possibilité de s'installer en Picardie.

Réf. : F 3701

 C.V. METALLURGIE, en spécifiant la référence, à : G.-C. FULCONIS,
Tour Malesherbes-Montparnasse,
33 Avenue de Wagram,
75735 Paris Cedex 15.
Direction exclusive.

UNIVERSAL RECRUITING

ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS
activités internationales
recherche 100
DIRECTEUR FINANCIER
Annonce No PC 28768 - Contesse Publicité
voir en page Monde de l'économie.

DUCO
recherche pour
DÉPARTEMENT COMMERCIAL
STAINS
adjoint à responsable
GESTION DES STOCKS
position Agent de maîtrise. Etudes Secondaires ou formation équivalente. Bon souhait. Expérience de 2 à 3 ans en matière de gestion des stocks.
Notions d'informatique appréciables.
— 40 heures en 5 jours - restaurant d'entreprise - prime de fin d'année - avantages divers
Adressez CV, références et présentations au
Service du Personnel
43, rue Victor-Henelle - 93240 STAINS

L'ECOLE NATIONALE
SUPERIEURE DES P.T.T.
RECRUTE SUR TITRES

**6 DIPLOMES DE
L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR**

(Polytechnique, Normaux Supérieurs, Centrale, ENSAEM, HEC, ESSEC, INSADEP, Doctorats: Eco - gestion, math appliquées. Droit - e-titre ancré DEUG maximum sciences; Métriers de marie et Licens - des écrits ou sciences éco.)

AGE MAXIMUM : 30 ANS

A la sortie de l'Ecole Nationale Supérieure des Postes et Télécommunications, vous exercerez en qualité d'ADMINISTRATEUR vos activités dans des secteurs très variés :

- programmation et études économiques
- organisation de la production
- fonctions financières et comptables
- politique et gestion du personnel
- études commerciales
- informatique

**CANDIDATURES REÇUES JUSQU'AU
14 MAI 1978**

Pour tous renseignements complémentaires et inscriptions s'adresser :

Secrétariat d'Etat aux Postes et Télécommunications
Direction du Personnel et des Affaires Sociales
Bureau R2
26, avenue de Saïad
75700 PARIS

Tel. 506.31.37 - 506.23.31 - 506.27.59

**Les Editions
du Seuil**

recherchent un

**DIRECTEUR
COMMERCIAL**

Le poste s'adresse à un candidat
âgé de 35 ans au minimum
et se reconnaissant des dispositions
particulières à travailler
dans une maison d'édition

Ecrire avec CV aux Editions du Seuil
Service SD
27 rue Jacob 75261 Paris Cedex 06

صَدَقْنَا مِنَ الْإِجْلِ

prizes. — (A.F.P.)

LA VIE ÉCONOMIQUE

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Les conclusions de la commission Guinard sont accueillies avec réserve dans les milieux professionnels

Rendus publics le 23 avril dernier (« le Monde » du 23 avril), les propositions de la commission Guinard ont été accueillies avec réserve par le Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP), qui fera connaître dans quelques jours ses conclusions définitives. Constituée l'été dernier à la demande de Mme Veil, ministre de la santé, cette commission, présidée par M. Guinard, conseiller-maire

à la Cour des comptes, était chargée de présenter des suggestions propres à améliorer le régime des prix des médicaments remboursables par la Sécurité sociale. La proposition la plus spectaculaire de la commission consistait à établir une distinction entre les médicaments d'« innovation limitée » et les médicaments de « grande innovation ».

La réglementation, actuellement en vigueur, a un inconvénient majeur : elle entraîne des conditions de concurrence entre les entreprises qui vendent elles-mêmes à l'étranger et celles qui le font sur place par filiales interposées, la base du calcul étant alors en introduction un arbitraire d'abaissement. Plus la part des ventes réalisées en France sera élevée, plus le montant des dépenses de recherche incluses sera réduit. Une question se pose alors : ce système ne va-t-il pas pénaliser les firmes exportatrices au profit de celles qui exportent peu ou pas du tout ?

Second point : les frais généraux, mais aussi les bénéfices réalisés sur les ventes à l'étranger, sont répartis sur les ventes en France sans être liés au montant des dépenses de recherche. Ce système ne va-t-il pas pénaliser les firmes exportatrices au profit de celles qui exportent peu ou pas du tout ?

Les prix d'admission aux remboursements des médicaments entrant dans le premier groupe — ce sont les plus nombreux — et classés selon leurs effets thérapeutiques seraient fixés d'après le coût pondéré de leur classe thérapeutique. L'abattement minimum consenti pour bénéficier de cette liberté pourrait être relevé dans les catégories thérapeutiques déjà encombrées. Ces prix seraient révisables tous les deux ans à condition que les fabricants s'engagent à une pression sur les utilisateurs ou les prescripteurs pour accélérer la consommation des produits.

Jusqu'à tout est à peu près égal, encore que l'on puisse se demander si les critères qui servent à établir la classification des médicaments.

Les complications commencent avec la détermination du prix du médicament dit de « grande innovation ».

Le principe de la prime en compte global des frais de recherche est maintenu. À un détail

chances offertes par la commission Guinard de rétablir le double problème de la rentabilité des entreprises pharmaceutiques et du déficit de la Sécurité sociale.

À ce propos, il est significatif de constater que ces propositions ont été faites par l'initiative des membres de la commission. En revanche, aucun doute n'est fait sur la volonté de la commission d'établir un retour aux abus passés. Il est clairement indiqué que les fabricants devront justifier de la nécessité de leur coût de production depuis l'élaboration de l'élément actif jusqu'au produit fini. Quant à ceux qui importent leurs médicaments de base, ils devront fournir un certificat validé par les données mentionnées.

Les premières réactions des milieux professionnels sont réservées. On remarque certes que la notion d'un rajeunissement conjoncturel des prix y figure mais l'on doute que la classification des médicaments dans telle ou telle catégorie ne soit la porte ouverte à l'arbitraire. M. Gabriel Maillet, président du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique, déplore pour sa part que des chercheurs d'abord, pas parvenus aux travaux de la commission et « à l'arrangement de la loi qui leur est destinée ».

Enfin, certaines redoutent l'irrésistible de ces nouvelles règles qu'elles qualifient de « technocratiques » et de « conjoncturelles ». Mais n'est-ce pas les mêmes qui se sont soulevés dans les années 60 contre la loi de 1960 qui leur interdisait de rationaliser l'industrie sans être contrôlés.

ANDRÉ DESSOT.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FRANCE-INVESTISSEMENT

SIACV

L'assemblée générale ordinaire de la Société d'investissement SIACV a eu lieu le 23 avril 1976, sous la présidence de M. Jean Guinard, président du SIACV.

Le SIACV a approuvé les comptes de l'exercice 1975, qui se soldent par un bénéfice net de 2 millions 800 000 F.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

FRANCE-INVESTISSEMENT

SIACV

L'assemblée générale ordinaire de la Société d'investissement SIACV a eu lieu le 23 avril 1976, sous la présidence de M. Jean Guinard, président du SIACV.

Le SIACV a approuvé les comptes de l'exercice 1975, qui se soldent par un bénéfice net de 2 millions 800 000 F.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

FRANCE-INVESTISSEMENT

SIACV

L'assemblée générale ordinaire de la Société d'investissement SIACV a eu lieu le 23 avril 1976, sous la présidence de M. Jean Guinard, président du SIACV.

Le SIACV a approuvé les comptes de l'exercice 1975, qui se soldent par un bénéfice net de 2 millions 800 000 F.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

OBLIGATIONS DE 1000 F

10,20%

AVRIL 1976

• Intérêt : payable annuellement le 15 mai.

• Remboursement :

Au pair, à la suite de tirages au sort, tous les 2 ans du 15 mai 1978 au 15 mai 1992, pour la moitié au moins du nombre d'obligations à amortir, la S.N.C.F. se réservant, pour la complément, la faculté de procéder à l'amortissement par rachat.

À chacune des échéances susvisées, la moitié d'obligations à amortir sera égal au huitième du nombre des titres émis.

• Jouissance : 12 avril 1976

• Prix d'émission : 1 000 F

• Taux de rendement actuariel brut :

10,25%

Les souscriptions pouvant être libérées uniquement en numéraire, à concurrence du montant global de l'emprunt fixé à 500 millions de francs.

Les obligations seront cotées à la Bourse de PARIS.

SOUSCRIVEZ

DANS LES BANQUES ET CHEZ LES AGENTS DE CHANGE, CHEZ LES COMPTABLES DU TRÉSOR, DANS LES BUREAUX DE POSTE ET LES CAISSES D'ÉPARGNE, AU SERVICE DES TITRES ET DANS LES GARES DE LA S.N.C.F.

0376

B.A.L.O. du 26 avril 1976

GROUPES BABCOCK FIVES

Les conseils d'administration de la Compagnie Industrielle et Financière des Fives et de la Compagnie Industrielle et Financière des Fives ont eu lieu le 23 avril 1976, sous la présidence de M. Jean Guinard, président du SIACV.

Le SIACV a approuvé les comptes de l'exercice 1975, qui se soldent par un bénéfice net de 2 millions 800 000 F.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

Le SIACV a également approuvé la proposition de la commission Guinard relative aux médicaments.

AVIS DE CONCOURS INTERNATIONAL

SECRÉTARIAT D'ÉTAT AUX TRANSPORTS

Le Secrétariat d'Etat Français aux Transports organise un concours d'idées en vue de la réalisation de nouveaux

[illegible]

